

Bilan

Activités techniques

2025

Normalisation

Certification

**Information,
Partenariat et
Etudes Prospectives**

**Appui aux
Entreprises et
Gestion de Projets
Structurants**

SOMMAIRE

A.	Rappel du bilan des activités techniques et financières CONVENTION ETAT-CODINORM 2016-2023.....	3
B.	Normalisation.....	5
C.	Certification	16
D	Appui des Entreprises et Gestion de Projets Structurants	21
E.	Information, Partenariat et Études Prospectives	27
F.	Qualité interne	34
G.	Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation	35
H.	Faits marquants	36
I.	Bureau du Directeur.....	37
J.	Plan stratégique 2026 - 2030	40
K.	Programme d'Activités 2026 – Projets structurants	41

A-

Rappel du bilan des activités techniques et financières CONVENTION ETAT-CODINORM 2016-2025

A. Rappel du bilan des activités techniques et financières CONVENTION ETAT-CODINORM 2016-2023

Évaluation interne de la mise en œuvre de la Convention Etat-CODINORM ;

Un document a été établi mettant en relation les missions et les activités opérationnelles développées par CODINORM dans le cadre de la concession d'activité.

Ainsi apparaissent 4 activités essentielles : la normalisation, la certification, l'information sur les normes et la réglementation, l'appui conseil aux entreprises/formation et la représentation de la Côte d'Ivoire auprès de toutes les instances régionales et internationales.

Au titre de la normalisation,

Le Leadership de CODINORM est affirmé pour l'élaboration des normes avec un intérêt grandissant des Parties prenantes et la présence de CODINORM comme membre de toutes les organisations internationales de normalisation.

Le résultat du mandat de la concession peut s'évaluer de manière quantitative par les 3 leviers ou critères suivants :

- L'ingénierie de la normalisation développée et maîtrisée
- La participation de l'ensemble des Parties Intéressées aux commissions de normalisation
- Le portefeuille de toutes les normes nationales et internationale disponibles.

Au titre de la certification,

Le leadership est affirmé pour la certification des produits/compétences/systèmes avec :

- L'intérêt grandissant des Parties prenantes (BRVM, APROMAC, Conseil du Café-Cacao, Direction Générale de la Promotion Des Agro-Industries,
- La Certification des produits (Conseil du Café-Cacao)
- La Certification des labels (APROMAC, ...)
- La Reconnaissance par la CEDEAO comme organisme devant délivrer la marque ECOQMARK
- L'Accord avec le ministère de l'enseignement technique, les ministères en charge de l'énergie pour le développement de la certification des compétences
- L'Accord avec le GIZ pour le développement de la certification des compétences

Le résultat du mandat de la concession peut s'évaluer de manière quantitative par les 4 leviers ou critères suivants :

- L'ingénierie de la certification développée et maîtrisée : accréditation ISO 17065
- La participation de l'ensemble des Parties Intéressées
- Le cadre réglementaire pour la certification des produits : Décret N°2016-1152 du 28 décembre 2016 Rendant certaines normes d'application obligatoire
- Le pool d'Experts techniques et d'auditeurs certifiés pour l'évaluation de la conformité

Au titre des activités relatives à l'Appui aux Entreprises et Gestion des Projets Structurants

Le Leadership est affirmé pour l'ingénierie de la formation au travers de :

- La Certification selon ISO 9001 des programmes de formation
- Normes outils disponibles
- Le pool d'experts et d'auditeurs certifiés
- La confiance des Parties Intéressées telles que les institutions de la république, les administrations et les multinationales

Le résultat du mandat de la concession peut s'évaluer de manière quantitative par les 3 leviers ou critères suivants :

- Développement et conception de modules de formations couvrant toutes les thématiques des normes de management et de la gestion de production.
- Ingénierie de la formation développée et maîtrisée : certification selon ISO 9001
- Pool d'Experts techniques et formateurs certifiés pour la formation et la mise à niveau pour les entreprises

Au titre des activités relatives à l'Information, Partenariat et Études Prospectives Résultats du mandat de la concession

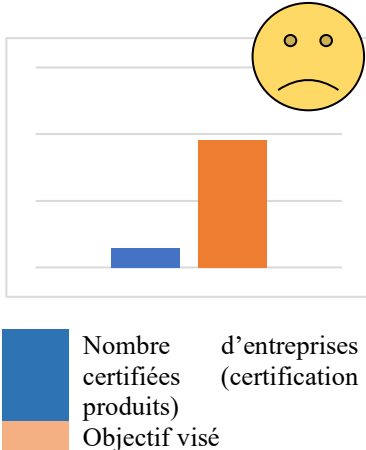
Le Leadership est affirmé pour l'information et l'assistance technique sur les normes :

- Seul organisme à offrir la plateforme des normes, des règlements techniques

Le résultat du mandat de la concession peut s'évaluer de manière quantitative par les 3 leviers ou critères suivants :

- Ingénierie de la gestion des fonds documentaires (dizaine de base de données)
- Digitalisation du service d'information sur les normes et la réglementation technique
- Développement d'un service Community manager, Garant de la présence et de la (bonne !) réputation de CODINORM d'une marque ou d'une entreprise sur les réseaux sociaux, le Community manager anime une communauté d'internautes, publie des tweets, répond aux questions sur le Net, alimente la page Facebook ...

Tableau 1 : Evaluation du processus de normalisation en Côte d'Ivoire

Phase 1 : Elaboration de normes	Phase 2 : Diffusion de normes	Phase 3 : application des normes	Phase 4 : Contrôle de l'application des normes
Responsabilité : CODINORM	Responsabilité : CODINORM	Responsabilité : CODINORM	Responsabilité : Contrôleurs officiels
			
141 commissions de normalisation nationales + de 700 experts Digitalisation des travaux de normalisation en phase de test	Portefeuille de 70 000 Normes des organisations internationales : ISO IEC CEN CENELEC CI ASTM SMIIC ARSO AFSEC Au travers de PVAN	Développement des applications sectoriels Membre de l'IECEE pour la reconnaissance des certificats. L'IECEE est le système IEC d'évaluation de la conformité des équipements et composants électrotechniques. Accréditation pour la marque NI Formations développées (certification ISO 9001)	300 entreprises sur un objectif de 5000 entreprises

B-

Normalisation

B. Normalisation

B.1 Types des projets de normalisation conduits par CODINORM

On distingue 5 différents types de projets nationaux. Il faut noter que même si un projet consiste à participer à l'élaboration d'une norme internationale, l'initiative de prendre part à un tel projet est un effort national et nécessite la mobilisation des ressources nationales de l'ONN (en plus de celles des experts de l'industrie et des autres parties prenantes).

Type 1 : *Adoption d'une norme internationale (ou régionale)* [en abrégé : **Ad]**

Ce type s'applique dans le cas où il existe une norme internationale (ou régionale) qui a été identifiée comme appropriée pour répondre aux besoins nationaux. Dans ce cas, il convient de privilégier l'adoption de cette norme à l'identique et sans modification de contenu ou de structure.

Type 2 : *Évaluation d'une norme internationale (ou régionale) en vue de son adoption* [en abrégé : **Ev]**

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) a été identifiée comme étant vraisemblablement la plus pertinente, mais que des précisions restent encore à obtenir.

Type 3 : *Participation active à un projet nouveau ou en cours d'élaboration d'une norme internationale (ou régionale)* [en abrégé : **Pa]**

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) dont le niveau de priorité est très élevé au niveau national, est en cours d'élaboration. Il est recommandé à l'ONN de prendre une part active dans l'élaboration de cette norme.

Type 4 : *Surveillance (ou observation) d'un projet en cours d'élaboration d'une norme internationale (ou régionale)* [en abrégé : **Su]**

Ce type s'applique si une norme internationale (ou régionale) ayant une certaine priorité au niveau national (mais pas très élevée), est en cours d'élaboration. Dans ce cas, l'ONN n'est pas tenu de participer activement au projet.

Type 5 : *Élaboration d'une norme nationale* [en abrégé : **En]**

Ce type s'applique s'il n'existe aucune norme internationale (ou régionale) et que le niveau de priorité d'une telle norme est important au niveau national. Une autre possibilité pour l'ONN consiste à proposer un nouveau projet (nouvelle étude) à un comité technique approprié au niveau international ou régional.

B.2 Activités menées

Les activités conduites pour l'élaboration des normes sont les suivantes :

- Analyse préliminaire
- Préparation et gestion des réunions des comités techniques
- Préparation du rapport de réunions du comité technique
- Vérification et distribution de projets
- Communication avec les parties prenantes
- Gestion du projet
- Organisation du vote sur un projet national ;
- Comparaison, analyse et circulation des commentaires
- Résolution des commentaires, mise à jour du projet de norme
- Rédaction/Finalisation de la norme nationale

B.3 Ressources/organisation

Pour conduire les 5 types de projets de normalisation, une équipe projet est mise en place et composée de :

- **Responsable technique** : employé de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine d'étude et qui joue aussi souvent le rôle de secrétaire d'un comité national.
- **Secrétariat** : employé de CODINORM exécutant principalement des tâches administratives et assurant des services d'assistance aux comités.
- **Éditeur/traducteur** : employé de CODINORM ayant des compétences dans la rédaction ou l'édition de normes et éventuellement les connaissances linguistiques requises pour la traduction d'une norme adoptée.

Les ressources générales utilisées sont diversifiées et comprennent :

- Plus de 175 comités techniques de normalisation aussi bien pour les secteurs primaires, secondaires et tertiaires,
- Plus de 800 experts bénévoles issus des organismes de recherche et des laboratoires du secteur privé et ONG,
- Une Stratégie Nationale de Normalisation (SNN) élaborée,
- Un Programme National de Normalisation (PNN) élaboré,
- Un accès aux bases de données des principaux organismes internationaux et régionaux de normalisation (l'Organisation internationale de normalisation - ISO, la Commission électrotechnique internationale – IEC, le Comité Européen de normalisation – CEN, le Comité Européen de normalisation électrotechnique – CENELEC, l'Organisation Africaine de Normalisation-ARSO, l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques – SMIIC, la société américaine pour les essais et les matériaux – ASTM, la CEDEAO, la Commission Africaine de Normalisation Électrotechnique - AFSEC) soit l'accès à plus 70000 normes.

B.4 Résultats 2025

- Normes commandées par des institutions

Filière alimentaire SIPROCHIM

- Elaboration de norme sur le ketchup
- Elaboration de norme nationale sur la moutarde

Filière chimie SIPROCHIM

- Elaboration de norme nationale sur les gels lavants
- Elaboration de normes nationales sur les désodorisants d'ambiance
- Révision de la norme nationale sur les savons liquides

Filière textile

- Norme sur les fils de couture en coton : norme homologuée et disponible
- Formation pour l'appropriation de normes ISO pour l'encadrement des couturiers **projet de programme de mise en route , en attente avec les experts.**
- Elaboration d'une norme Ivoirienne sur les serviettes hygiéniques réutilisables norme homologuée et disponible

Convention avec l'Association Ivoirienne pour la Valorisation des Déchets Plastiques (AIVdP)

- Norme emballage plastique alimentaire recyclé (**Programme en cours**)

Comité Miroir National sur la Promotion et la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes (ISO/PC 337)

- Lignes directrices relatives à la promotion et à la mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes : norme homologuée et formation des membres du comité miroir effectuée

Filière sécurité sociale

- Une série de normes y compris une norme sur les nuisances sonores au travail à la demande de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)

Filière Emballage

- Norme sur les Emballages Bouteille en plastique recyclé (rPET), en verre, en bois et en carton

Filière Secteur Véhicule

- 80 normes homologuées

NB : Les normes/règlements UNECE portent sur la conception des véhicules pour le commerce international, européen puis mondial.

Filière Hévéa durable

- Elaboration d'une norme APNI 4080-1 : 2024 Caoutchouc naturel durable – Exigences (en 7 parties)
- Création d'un Comité miroir national le 23 octobre 2024 pour participer aux travaux Internationaux de l'ISO/TC 45 Elastomères et produits à base d'élastomères.)

Autorité de Régulation des Transports Intérieur (ARTI) :

- Homologation d'une norme sur le transport intérieur

Filière Bâtiment et génie civil (Direction Générale de la Construction et de la Maintenance et de l'Architecture)

- Elaboration de normes pour certains matériaux de construction

Filière bonne gouvernance

- Définition d'un schéma national de label anti-corruption à la demande de l'académie de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance : normes, décrets et règlement de certification à établir

Filière santé

- Définition d'un schéma national de labellisation des établissements sanitaires de niveau I et II à la demande de la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP) à établir

Electrotechnique

- Adoption de 17 normes sur les équipements solaires PV par le Comité Electrotechnique de Côte d'Ivoire à la demande de la Direction Générale de l'Energie

Animation des comités constitués

Des sujets nouveaux et prioritaires ont été identifiés et font actuellement l'objet de travaux au sein des commissions de normalisation. Voir tableau ci-après :

Tableau 2 : Liste des sujets de normalisation (Elaboration nationale)

N°	Domaine	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
1.	Révision	Epices, Condiments, et additifs alimentaires	Norme sur les bouillons culinaires	CT3 : Produits alimentaires	- Modification du titre de la norme : mise en conformité de la dénomination du produit sur les emballages - Révision des paramètres microbiologiques	En cours d'adoption par le comité technique
2.	Révision	Corps gras	Norme sur la mayonnaise	CT3 : Produits alimentaires	Révision des teneurs en matières grasses et reclassification des moyonnaise	En enquête publique
3.	Besoin en norme de la Direction de la certification produits	Café	Norme sur le Café moulu	CT3 : Produits alimentaires	Elaboration de norme	En enquête publique
4.			Norme sur le Café instantané	CT3 : Produits alimentaires	Elaboration de norme	En enquête publique
5.		Boisson non alcoolisée	Norme sur les Boissons aromatisées gazeuses	CT3 : Produits alimentaires	Définition des spécifications du produit	Norme homologuée
6.			Norme sur les Boissons aromatisées Non gazeuses	CT3 : Produits alimentaires	Définition des spécifications du produit	Norme homologuée
7.	Besoin en norme formulé par SIPROCHIM	Epices	Norme sur la moutarde	CT3 : Produits alimentaires	Elaboration de norme	A intégrer dans le programme d'activité 2026 <i>N.B : rédaction d'une convention entre SIPRO-CHIM (demandeur) et CODINORM</i>
8.		Légumes transformés	Normes sur le ketchup	CT3 : Produits alimentaires	Elaboration de norme	A intégrer dans le programme d'activité 2026 <i>N.B : rédaction d'une convention entre SIPRO-CHIM (demandeur) et CODINORM</i>
9.	Artisanat	Comité Technique Artisanat	Déterminer les sujets en fonction des corps de métiers	CT 15	Valorisation d Secteur d'activité à travers la certification de personnes et définition d'un cadre réglementaire pour les différents corps de métiers	Création du CT 15 et élaboration du programme d'activité pour l'année 2026
10.	Tourisme	Restauration	Norme sur le classement des restaurants	CT 27 : Tourisme et activités connexes	- Classement des hôtels, des restaurants, des maquis - Propositions de modification de la procédure de classement	En cours d'élaboration
11.	Chimie	Produits cosmétiques et Hygiène corporelle	Savon pour mains	CT 4 Chimie	Révision	Travaux en cours
12.	Chimie	Produits d'entretien de surface et de sol	- savon de ménage - Savon liquide d'usage général - Désodorisant bactéricide	CT 4 Chimie	Révision	Travaux en cours
13.	Chimie		Désodorisant d'ambiance	CT 4 Chimie	Elaboration de norme Besoin en norme formulé par SIPROCHIM	Travaux en cours

N°	Domaine	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
						<i>N.B : rédaction d'une convention entre SIPRO-CHIM (demandeur) et CODINORM</i>
14.	Chimie	Peinture, vernis et produits connexes	Peinture et vernis – Plomb dans les peintures – Spécifications	CT 4 Chimie	Convertir la Norme Ecostand en norme Ivoirienne (NI)	Rédaction des rapports d'études et rapport de synthèse pour homologation au CIN.
15.	Transport	Contrôle technique périodique des véhicules	Guide de bonnes pratiques relatif au contrôle technique périodique des véhicules	CT 21 : Transport	---	Norme homologuée
16.	Transport	Elaboration des guides et normes	Rédaction de norme et guide	CT 21 : Transport	- Professionnalisation des services de transport (Transport express s de marchandise) - Transport artisanal fluvial lagunaire - Ateliers de formation sur les normes élaborées par le CT21 2025-2026	A intégrer dans le programme 2026, Convention entre CODINORM ET ARTI
17.	Transport	---	Norme sur la gestion des flottes	CT 21 : Transport	---	En cours d'élaboration
18.	Emballage	Emballage plastique	Spécifications pour bouteilles en rPET	CT 6 : Emballage	Elaboration de norme / demande de l'AIVP	Travaux en cours
19.	Renforcement du cadre réglementaire	Véhicules	Normes ivoiriennes sur le programme véhicule (PACI)		CODINORM a élaboré un projet de décret rendant d'application obligatoire les mesures de certification dans le secteur des véhicules	Travaux en cours
20.	Renforcement du cadre réglementaire	Opérationnalisation PND	Décret n°- du portant application des normes pour l'opérationnalisation du plan national de développement (PND)	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
21.	Renforcement du cadre réglementaire	Responsabilité sociétale	Décret n°..... du Relatif aux exigences des parcs industriels, a la responsabilité sociétale (RSE/RSO) et au développement durable des communautés territoriales	---	---	Communication en Conseil des Ministres et le projet de décret ont été transmis à SOGEDI en vue d'une séance de travail
22.	Renforcement du cadre réglementaire	Santé	Décret n°..... du Fixant les modalités de la certification et de l'accréditation des établissements hospitaliers	---	---	Validation du projet de décret à Yamoussoukro depuis 2022 par l'ensemble des Parties prenantes du secteur de la santé
23.	Renforcement du cadre réglementaire	Hygiène sécurité sanitaire des aliments	Décret n°...du...portant modalités de gestion de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
24.	Renforcement du cadre réglementaire	Construction et urbanisme	Décret n°2021- du 2021 instituant les mesures de certification dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
25.	Renforcement du cadre réglementaire	Accessoires gaz butane	Décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des accessoires et matériels de raccordement de bouteilles à gaz	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024

N°	Domaine	Titre du projet	Livrable/Intitulé de l'étude/Objet (Normes/décrets)	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
26.	Renforcement du cadre réglementaire	Dossier fer à béton	Arrêté interministériel n°2022- du 2022 instituant un système de certification obligatoire des aciers pour armature du béton dénommé « marque NI-Fer à béton »	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
27.	Renforcement du cadre réglementaire	Dossier koutoukou	Communication en conseil des ministres relative aux mesures pour la fabrication et la commercialisation du Koutoukou	---	---	Projet de décret déjà rédigé
28.	Renforcement du cadre réglementaire	Fabrication locale des bouteilles de gaz	Décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des bouteilles de gaz	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024
29.	Renforcement du cadre réglementaire	NI service formation	Décret n° xxxxxx relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle	---	---	Communication en Conseil des Ministres et projet de décret transmis au Directeur Général l'Industrie pour Examen depuis juillet 2024 Le programme de certification a été adopté et une séance de travail avec le Directeur de Cabinet du ministre de la formation professionnelle
30.	Comité Electrotechnique de Côte d'Ivoire	Normes recommandées par l'AFSEC pour adoption	Guide de l'AFSEC Normes de l'AFSEC	CT64 : Installation électrique CT 82 : énergies renouvelables	Normes internationales IEC et Guide AFSEC	En cours d'adoption par les comités techniques
31.	Comité Electrotechnique de Côte d'Ivoire	Norme CEDEAO sur la cuisson propre	Norme des foyers à biomasse	CELEC-CI/THC 5	---	En cours d'élaboration
32.	Comité Electrotechnique de côte d'Ivoire	Projet UEMOA pour la promotion des équipements solaires	Norme générale Normes d'installation Norme de maintenance Normes sur les modules Normes sur les onduleurs et batteries (plomb et lithium)	TC 82 : Energies renouvelables	Normes étrangères et Normes internationales IEC	En cours d'homologation
33.	Comité Electrotechnique de côte d'Ivoire	Projet UEMOA pour la promotion des équipements solaires	Norme générale Normes d'installation Norme de maintenance Normes sur les modules Normes sur les onduleurs et Normes sur les batteries (plomb et lithium)	Projet de Décret de la DGE rendant obligatoire les normes des équipements solaires	Projet de Décret de la DGE rendant obligatoire les normes des équipements solaires	A l'Etude par la Ministère de l'Energie

Tableau 3 : liste des sujets de normalisation (Participation internationale ou régionale)

N°	Comités Techniques	Sujets traités	Observations/résultats
1.	Comités ISO	Participation à la plénière du comité <u>ISO/TC 323</u> Économie circulaire	- Renforcer la participation de CODINORM aux groupes de travail ISO TC 323. - Proposer des études de cas ivoiriennes pour enrichir les normes, surtout l'ISO 59911. - Initier un programme de sensibilisation nationale sur les normes économie circulaire. - Dynamiser le Comité Miroir ISO TC 323 et y instituer des Groupes de Travail (GT) sur les différentes normes ISO 59000. - Formaliser la collaboration avec la Cellule Economie Circulaire de la Primature et définir un plan d'action commun sur la période 2026-2030 pour soutenir la transition vers l'économie circulaire. - Rédaction d'un argumentaire pour l'intégration de l'économie circulaire dans les politiques publiques et son adoption par les entreprises. - Organiser d'un atelier de restitution avec les parties prenantes nationales et internationales.
		Integration des groupes de travail : - comité adhoc ISO TC 323/ AGH2_ Responsabilité élargie des producteurs (REP) - ISO/TC 323/WG6_ Développement de l'ISO 59001 - comité adhoc ISO TC 323/ AGH3_ Révision du SPB	Inscription de deux experts nationaux pour le suivi des travaux
		Participation de la CI au reunion du CEN/TC 473/WG 3	Selection d'un expert national pour représenter l'ISO/TC 323 au sein du CEN/TC 473/WG 3
		ISO/TC 339_Centrales hydroélectriques de petite taille	Inscrire la Côte d'Ivoire dans le comité et Participer aux travaux de l'ISO/TC 339
		ISO/TC JTC1	- Inscription d'un expert dans le sous-comité intelligence artificielle ISO/IEC JTC 1/SC 42 - Participation de 3 représentants à la formation en ligne sur l'intelligence artificielle
2.	Comités IEC	IEC/TC 42 Intelligence Artificielle	- Création d'un comité miroir national au sein du CELEC-CI - Participation à la réunion
3.	Comités IEC	IEC/ <u>TC 69</u> , <u>TC 105</u> et <u>TC 125</u> sur l'écosystème technologique qui favorise la mobilité électrique.	- Participation aux travaux internationaux

B.5 Participation à la normalisation internationale

CODINORM a participé au cours de l'année 2025 à l'élaboration des normes au sein des comités internationaux.

Membre Participant dans :

- 37 Comités techniques internationaux ISO
- 4 Comités techniques IEC ([IEC - Members > Côte D'Ivoire \(CI\)](#))
- 10 Comités du SMIIC ([SMIIC IS](#))
- 7 Comités techniques ARSO ([African Organisation for Standardisation | ARSO \(arso-oran.org\)](#))
- 11 Comités techniques CEDEAO
- 5 Comités techniques AFSEC ([AFSEC \(afsec-africa.org\)](#))

Membre Observateur dans :

- 41 Comités techniques internationaux ISO ([ISO - CODINORM - Côte d'Ivoire Normalisation](#))

Comité de politique de l'ISO :

- Participant au DEVCO et au CASCO
- Observateur au COPOLCO

Les formations, ateliers et réunions internationaux auxquels CODINORM a participé sont répertoriés dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Participation à la normalisation régionale et internationale

Au plan international (ISO, IEC, SMIIC, RNF, ASTM)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu/Statut	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
1.	Académie IEC : Débriefing COP30 : Faire progresser l'action climatique par l'électrification	27 novembre 2025	En ligne	Les normes IEC soutiennent les progrès en matière d'énergies renouvelables, de décarbonation et d'efficacité énergétique. - Participer aux réflexions veillant à ce que les normes IEC continuent de stimuler l'innovation, l'inclusion et une action climatique mesurable. - Participer au débriefing de réflexion sur : • Ce que la COP30 a accompli, et ce qui reste à faire. • Le plaidoyer et les partenariats de l'IEC à la COP30. • Comment le Fonds d'Impact Global de l'IEC transforme les normes en impact sur le terrain. - Des opportunités d'intégrer plus profondément les normes dans les futures politiques et investissements climatiques.
2.	Académie IEC : Transport électrique durable	25 novembre 2025	En ligne	- Participer aux travaux des IEC TC 21, TC 69, TC 105 et TC 125 sur l'écosystème technologique qui favorise la mobilité électrique. Les sujets abordés incluent le développement des infrastructures pour véhicules électriques (VE), l'évolution des technologies de batteries qui alimentent les véhicules et stockent l'énergie renouvelable, ainsi que l'intégration des VE dans les réseaux intelligents et les réseaux d'énergie renouvelable.
3.	Académie IEC : Coopération internationale et normes d'IA	24 novembre 2025	En ligne	- Prendre une part plus active dans l'élaboration des normes internationales qui favorisent la collaboration et l'inclusivité, rassemblant des voix diverses pour façonner des approches partagées de la gouvernance de l'IA car les processus de normalisation servent non seulement d'instruments techniques, mais aussi de plateformes pour la coopération internationale et la diplomatie numérique
4.	Célébration du 10e anniversaire du centre régional IEC pour l'Afrique (IEC-AFRC) et 1re semaine IEC Afrique de la qualité sur les infrastructures en électrotechnologie — conférence et exposition	4-6 Novembre 2025	Nairobi	- Abriter l'édition de 2029 - Solliciter le projet Global fund de l'IEC visant à équiper des écoles et centres de santé non connectés au réseau
5.	Académie IEC : Développement de normes en ligne (OSD) – Dernière version (5.0)	13 Octobre 2025	En ligne	- Utiliser l'outil de développement des normes en ligne (OSD), qui permet les processus de rédaction, d'évaluation, de création de consensus et de commentaires - Suivre les différentes évolutions de l'OSD
6.	Réunion de l'IEC/JTC1/SC42 : Intelligence Artificielle	20-25 Octobre 2025	Sydney	- Participer plus activement aux travaux - Former les membres du comité miroir - Former le personnel de CODINORM sur l'IA
7.	Assemblée Générale de l'ISO	06-10 Octobre 2025	KIGALI	- Impliquer davantage le Conseil d'Administration pour mieux comprendre les enjeux de la normalisation dans la gestion de CODINORM - Améliorer la collaboration entre CODINORM et les parties prenantes
8.	Assemblée Générale de SMIIC	13 Novembre 2025	OUZBEKISTAN	- Envisager l'accréditation HALAL de CODINORM - Programme de formation des experts pour la certification HALAL
9.	89 ^{ème} Réunion Générale de l'IEC Thème de l'Assemblée générale «Promouvoir un monde durable»	15-19 2025 Septembre	New Delhi	- Participer davantage aux TCs - Utiliser la plateforme de développement en ligne des normes pour les projets sur OSD - Participer à toutes les phases du projet smart avec l'IEC - Faire fonctionner l'IECEE

Au plan africain (ARSO et AFSEC)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
10.	Assemblée Générale extraordinaire de l'AFSEC	31 Mai 2025	Caire (Egypte)	- Participer à la révision des statuts et règlement intérieur de l'AFSEC - Adopter les normes recommandées par l'AFSEC - Adopter les guides de l'AFSEC - Renseigner les normes adoptées par la Côte d'Ivoire sur le site de l'AFSEC - Participer aux travaux sur la mobilité Electrique - Participer aux travaux sur l'hydrogène vert - Participer au comité d'évaluation de la conformité

Au plan africain (ARSO et AFSEC)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
11.	Réunion du Groupe de travail sur la révision des statuts et Règlement intérieur de l'AFSEC	3-5 Février 2025	Kigali	Poursuivre la participation sur la révision des statuts et règlement intérieur de l'AFSEC

Au plan sous régionale (UEMOA, CEDEAO)				
N°	Titre/Objet	Date	Lieu	Actions menées et/ou à mener à l'issue de la mission
12.	Réunion de validation de projets de normes régionales des produits agricoles	19-22 Mai 2025	Lomé	Avoir accès au catalogue de normes CEDEAO
13.	Réunion technique régionale de préparation des projets de normes relatives au tourisme et services connexes (THC6)	26-28 mai 2025	Cotonou	- Conduire des consultations pour identifier et formaliser les besoins du secteur touristique - Adapter les modèles économiques des opérateurs (hôteliers, gestionnaire d'écotourisme...) aux exigences des nouvelles normes, en encourageant l'innovation et la diversification des services
14.	Atelier régional de renforcement des capacités des Présidents et Secrétaires des Comités Techniques d'Harmonisation des normes de la CEDEAO	28-30 Mai 2025	Abidjan	-
15.	Réunion du comité technique de gestion des normes (TMC) DE LA CEDEAO	28-29 juillet 2025	Praia	- Soutenir davantage les secrétariats des THC ; - Établir des comités miroirs, au cas où ils n'existeraient pas encore, en vue d'une meilleure coordination et fluidité du processus d'harmonisation.
16.	Réunion de validation de projets de normes régionales de classification des établissements touristiques	8-11 juillet 2025	Cotonou	- Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation pour l'application des normes dans les établissements d'hébergement touristique, - Explorer de nouveaux axes de collaborations avec les acteurs clés de l'Industrie du tourisme (Ministère, associations professionnelles, opérateurs privés) pour la promotion et la mise en œuvre des normes.
17.	Réunion du Comité d'évaluation de la conformité de la CEDEAO	25 au 27 août 2025	Accra	---
18.	Réunion du Comité Technique d'Harmonisation des normes alimentaires de la CEDEAO (THC2)	22 au 24 octobre 2025	Cotonou	---
19.	Comité Technique D'harmonisation Des Normes D'automobiles (THC 11) Réunion virtuelle de validation du projet de plan travail 2026	16 Septembre 2025	---	Désignation d'un point focal CODINORM pour le suivi ses travaux au sein du comité
20.	Comité Technique D'harmonisation Des Normes Halals (TCH 10) Réunion virtuelle de validation du projet de plan travail 2026	16 Septembre 2025	---	Désignation d'un point focal CODINORM pour le suivi ses travaux au sein du comité
21.	Réunion du Comité technique de gestion des normes (TMC) de la CEDEAO	24-26 septembre 2025	Abuja	

B.6 – Résultats relatifs à l'adoption des normes

Tableau 5 : Adoption des normes

	2024	2025	Observation
Normes Ivoiriennes	48	19	Normes adoptées par les commissions de normalisation et soumises au Comité Ivoirien de Normalisation pour homologation (voir soit-transmis au CIN)
Normes ECOSTANDS	10	7	Projets de normes validés par le Conseil des Ministres en Charge de l'Industrie
Norme ISO	---	5	Normes ISO adoptées
Normes IEC		17	Normes IEC adoptées
Normes ISO/IEC	---	45	Normes ISO/IEC adoptées
Norme ARSO	---	---	Normes ARSO adoptées
Normes UNECE sur les véhicules routiers	---	80	Normes UNECE adoptées dans le cadre du projet PACI

Au titre des normes ECOSTANDS

Tous les comités techniques d'harmonisation ont soumis chacun un projet de programme de normalisation.

- i. **Le THC 1 (Produits agricoles)** a présenté un plan de travail comprenant dix (10) sujets de normalisation, dont deux (02) nouveaux sujets relatifs au mil et au sorgho ; et huit (08) normes à réviser portant sur les produits biologiques, le riz paddy, les noix de karité, le beurre de karité, les noix de cajou, les arachides, ainsi que certains produits horticoles tels que la mangue. Cette soumission vise à renforcer l'assurance qualité, le commerce et la création de valeur dans le secteur agricole
- ii. **Le THC 2 (produits alimentaires)** a présenté un plan de travail qui décrit dix (10) sujets de normalisation relatifs aux aliments dont cinq (05) sujets relatifs aux aliments pour les nourrissons, notamment les farines à base de céréales, les collations sèches à base de céréales, les purées, les repas salés et les additifs alimentaires destinés aux enfants âgés de 6 à 36 mois. Le plan de travail a été également accordé la priorité aux normes relatives au lait cru, aux eaux minérales, à l'hygiène alimentaire générale, et aux méthodes d'analyse de l'iode dans le sel enrichi. Ces propositions visent à soutenir la sécurité alimentaire, la nutrition et les efforts régionaux en matière d'enrichissement des aliments.
- iii. **Le THC 3 (Produits chimiques)** a soumis six (06) sujets de normalisation couvrant les savons de ménage, les produits cosmétiques et l'étiquetage des produits chimiques. Ces sujets visent à garantir la protection des consommateurs et à harmoniser les pratiques dans toute la région.
- iv. **Le THC 4 (Bâtiments et Matériaux de construction)** a présenté cinq (05) sujets de normalisation, dont un (01) nouveau sujet relatif aux tôles de toiture en aluminium. Quatre (04) normes ECOSTAND portant sur le ciment et les barres d'armature en acier ont été proposées pour révision. Le plan vise à harmoniser les spécifications afin d'améliorer la sécurité, la fiabilité et la durabilité des matériaux de construction dans les États membres de la CEDEAO.
- v. **Le THC 5 (Produits électrotechniques)** a proposé des nouveaux sujets de normalisation visant à soutenir les énergies renouvelables et les technologies propres en vue de faire progresser la transition énergétique de la région et à élargir l'accès à l'énergie durable. Plus précisément, le comité a proposé trois (03) sujets relatifs aux systèmes de cuisson propres, les installations solaires thermiques et les panneaux photovoltaïques raccordés au réseau ou hors-réseaux.
- vi. **Le THC 5 (Produits électrotechniques)** a présenté trois (03) sujets de normalisation concernant la révision des normes sur les lampes de service d'éclairage en réseau et hors réseau et les foyers à biomasse.
- vii. **Le THC 6 (Tourisme et services connexes)** a présenté seize (16) sujets de normalisation, dont six (06) en cours d'harmonisation et portant sur le classement des établissements d'hébergement touristique. Les dix (10) autres sujets de normalisation concernent les services hôteliers et d'hébergement, les restaurants et la restauration, les systèmes de gestion de la durabilité, les petits établissements touristiques, les voyagistes, les visites de sites culturels et industriels ainsi que les services de spa et de bien-être. Ces propositions visent à améliorer la qualité des services, à renforcer la durabilité et à accroître la compétitivité du secteur touristique.
- viii. **Le THC 7 (Eau et assainissement)** a présenté son plan de travail pour 2026, qui comprend six (06) nouveaux sujets de normalisation relatifs aux services d'eau potable et d'assainissement, les unités préfabriquées de traitement des boues fécales et les installations d'assainissement non collectives couvrant la conception, la construction et la maintenance. Ces éléments visent à améliorer la qualité des services, la santé publique et la durabilité dans la région.
- ix. **Le THC 8 (Textiles et vêtements)** a présenté un plan de travail comprenant trois (03) nouveaux sujets de normalisation, relatifs à la fabrication de textiles et de vêtements respectant les normes de durabilité environnementale, aux draps de lit et les serviettes de bain. Ces propositions visaient à améliorer l'assurance qualité et la compétitivité dans le secteur régional du textile et de l'habillement.
- x. **Le THC 9 (les technologies de l'information et de la communication-TIC)** a présenté un plan de travail comprenant seize (16) nouveaux projets de normalisation relatifs à la sécurité de l'information et à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle, à la biométrie, au commerce électronique, à la gestion des services informatiques et à la gouvernance des Technologies de l'Information. En outre, le plan de travail a inclus également une (01) norme à réviser. Ces nouveaux projets visent à promouvoir la protection de la vie privée, l'innovation et l'interopérabilité dans l'économie numérique de la région.
- xi. **Le THC 10 (Produits et services halal)** a présenté sept (07) nouveaux sujets de normalisation alignés sur les normes de l'Institut de métrologie et de normalisation des pays islamiques (SMIC). Ces nouveaux sujets comprennent les exigences en matière d'alimentation halal, la certification et l'accréditation, les cosmétiques halal,

les services touristiques halal, les normes relatives aux additifs alimentaires et les exigences applicables aux laboratoires effectuant des essais halal. Ces propositions visent à fournir un cadre complet pour soutenir le commerce et la certification halal dans la région de la CEDEAO.

- xiii. **Le THC 11 (Automobiles)** a soumis quarante-sept (47) nouveaux sujets de normalisation couvrant quatre (04) domaines : les normes générales relatives aux véhicules, les normes relatives aux batteries, les normes relatives aux véhicules électriques et les normes relatives aux stations de recharge. Alignées sur les normes de la CEE-ONU, de l'IEC et de l'ISO, ces sujets de normalisation reflètent l'engagement de la région en faveur de la sécurité routière, d'une mobilité plus propre et du développement d'une industrie automobile moderne.

B.7 Autres activités

➤ Au titre des cotisations dans les instances régionales et internationales de Normalisation

L'État de Côte d'Ivoire est à jour de ses cotisations auprès des organisations internationales dont elle est membre. Ce sont l'ISO, IEC et IECEE, CENELEC, CEN, ARSO, SMIIC, AFSEC, RNF.

➤ Au titre de la mise en œuvre de la SNN comprenant le programme de travail des Comités Techniques relativement aux priorités nationales

Le document technique de la SNN sert de base à la rédaction du programme d'action des plans d'affaires des Commissions de normalisation. Il a été mis à jour par rapport au **PND 2021-2025**. Il sera actualisé à la parution du nouveau PND 2026-2030.

Les Sujets ci-après relatifs au PND 2021-2025 concernent les initiatives en cours ou prévues qui visent à appuyer les nouvelles priorités du gouvernement.

Ce sont :

- Les normes et règlements techniques (lois, décrets, etc.) utiles sur les parcs industriels durables ;
- Les normes et règlements techniques (lois, décrets, etc.) utiles pour accompagner les filières Agro-industrie, Chimie et plasturgie, Matériaux de construction, d'ameublement et d'équipement, Industrie pharmaceutique, textile (vestimentaire et ameublement) et accessoires, emballage, fabrication des pièces détachées, assemblage de véhicules et spécialité, Économie numérique, Tourisme et hôtellerie, Mines et Hydrocarbures.

➤ Au titre de l'élaboration des APNI par les filières

Les APNI sont systématiquement élaborés par les filières techniques avec la contribution des partenaires tel que « l'AIVdP ». À titre d'exemple, les normes sur les bouteilles plastiques recyclés (rPET), « l'ARTI », et la « CNPS »

➤ Au titre du rôle de leadership dans le développement des normes régionales et sous-régionales

La Côte d'Ivoire assure le secrétariat des comités techniques de l'AFSEC sur le TC 82 concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et le TC 64 sur les installations électriques. Elle a sollicité l'animation du comité de normalisation du comité technique de l'AFSEC sur le e-mobility.

Au niveau de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire assure le Secrétariat du THC 5 sur l'électrotechnique et celui du THC 6 concernant le tourisme.

➤ Au titre de l'anticipation sur les travaux régionaux (Disposer de normes nationales) et Proposition des nouveaux sujets de normalisation

La Stratégie Nationale de la Normalisation (SNN) est élaborée et mise à jour pour prendre en compte les sujets nouveaux de normalisation.

Le cadre réglementaire de gestion des filières doit accompagner l'élaboration des normes nouvelles.

La Côte d'Ivoire participe aux travaux d'élaboration des normes CEDEAO pour le du comité textile « Serviettes et draps de lit » et comité chimie « produits cosmétiques »

Un projet de normalisation ARSO a été soumis sur les mensurations pour chaussures et vêtements. Des experts nationaux en textiles ont été inscrit pour ce projet.

➤ Au titre de l'inscription de CODINORM dans les sujets d'intérêts nationaux en rapport avec la Stratégie Nationale de la Normalisation (SNN)

Les comités ISO en rapport avec la SNN ont été identifiés et mis en place. Ils sont présidés par les ministères de tutelle.

➤ **Au titre de l'établissement de Conventions de travail avec les filières pour le financement des travaux des comités**

Trois conventions (AIVdP, FACACI et ARTI) ont été signées pour le financement des activités de normalisation.

➤ **Au titre de l'élaboration des projets avec chaque filière**

L'élaboration de stratégie basée sur la **normalisation, la certification et les règlements techniques** soutenue par **des projets** qui contribuent au développement des filières en saisissant toutes les opportunités offertes par l'analyse du contexte et du retour d'information des parties prenantes y compris les comités techniques de normalisation.

Exemples de quelques sujets enregistrés : Sécurité des accessoires et bouteille de gaz butane, Cacao durable, NI-Sac poubelle, application des normes dans les marchés publics, application de la loi sur la santé (certification et accréditation), Responsabilité sociétale et communauté territoriale durable, Hygiène-Sécurité Sanitaire des aliments, Fonds Compétitivité industrielle, Certification secteur du bâtiment.

➤ **Au titre de la collaboration avec des organismes internationaux**

Collaboration avec le Centre du Commerce International (ITC),
Préparation à la formation et sensibilisation des membres nationaux sur la participation aux activités du comité ISO/TC 338 sur les Produits menstruels.

➤ **Au titre de la participation à l'élaboration des normes internationales**

La Côte d'Ivoire participe à l'élaboration des normes internationales. Le processus est en perpétuelle migration vers le tout numérique. L'outil de développement des normes en ligne (OSD) qui est à sa version 5.1 permet les processus de rédaction, d'évaluation, de création de consensus et de commentaires. Les commissions de normalisation au plan national doivent se familiariser à ce nouvel outil.

➤ **Au titre du programme smart IEC/ISO**

Le programme Smart (Smart), une initiative ambitieuse menée conjointement par l'IEC (Commission électrotechnique internationale) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO), est une initiative collaborative avec un objectif clair et unique : stimuler l'évolution numérique des normes internationales. Smart englobe les composants essentiels (formats, processus et outils) nécessaires pour rendre les normes plus accessibles et efficaces. Cette transformation commence au processus de normalisation afin de garantir que les utilisateurs humains et technologiques puissent s'engager sans effort avec les normes. CODINORM participe au développement du programme avec l'IEC.

C-

Certification

C. Certification

C.1 Leviers pour le développement de la Certification

Les leviers sur lesquels la certification s'appuie sont de plusieurs ordres dont :

- ☐ La réforme des marchés publics ;
- ☐ Communication envers le grand public ;
- ☐ Communication avec certaines parties intéressées telles que :
 - Les Chambres Consulaires ;
 - Les rencontres avec les différentes filières ;
 - Sollicitation d'experts techniques étrangers sur certains programmes de certification ;
 - Les missions économiques au sein de certaines Ambassades
- ☐ Extension du domaine de certification en développant la certification des systèmes afin d'offrir des services pour les 3 types de certification (système, personne et produit) ;
- ☐ Programme de formation et transfert de compétences d'experts techniques en Certification Produits pour combler le déficit et/ou pour étoffer le fichier des experts dans des domaines spécifiques ;
- ☐ Offre de service de la certification intégrée (certification produit et système) afin de permettre aux entreprises bénéficiaires de tirer des avantages tels que : l'analyse et la réduction des risques d'incohérences dans le pilotage de l'entreprise, l'optimisation des ressources par mutualisation et la cohérence des décisions et des actions grâce à une vision globale ;
- ☐ Offre des programmes spécifiques de mise à niveau aux entreprises candidates à la certification et celles qui sont certifiées.



C.2 Certification Produits

C.2.1 Activités liées à la gestion de la certification des produits

- Élaboration de règlements particuliers de certification (Application sectorielle) ;
- Gestion des comités de certification ;
- Instructions de dossiers ;
- Audit initial/Inspection ;
- Audit de surveillance, extension, complémentaire, supplémentaire ;
- Décision de certification ;
- Information/Communication avec les organismes certifiés ;
- Gestion du système d'information en ligne ;
- Gestion des experts techniques et des auditeurs ;
- Évaluation et sélection des laboratoires ;
- Expédition et suivi d'échantillon au laboratoire ;
- Réalisation des essais au laboratoire ;
- Gestion des rapports d'essais ;
- Revue des évaluations par des experts techniques ;
- Audit qualité et de production ;
- Gestion des rapports d'audit ;
- Approche commerciale ;
- Maintien du système d'accréditation selon 17065 ;
- Inspection aux frontières terrestres (Programme VOC) ;
- Suivi des recouvrements des clients en convention.



Tableau 6 : Activités menées par la certification des produits

N°	Activités	Sous activités
1.	Instruction des dossiers des attestations de conformité	- Instruire des dossiers d'attestations de conformité (accueil téléphonique, demande d'information, explication de la procédure de certification, orientation des clients vers d'autres services à l'intérieur ou à l'extérieur de CODINORM, étude de faisabilité des demandes de certification, information par courrier électronique, échange au bureau, préparation des audits, sélection des auditeurs, organisation des missions des audits à Abidjan, à l'intérieur et à l'extérieur de la cote d'Ivoire, recherche et sélection de laboratoire compétent pour la réalisation des essais,) - Renseigner le registre de suivi de délivrance des attestations de conformité en version papier et électronique - Classer, stocker et conserver les enregistrements et autres documents et gérer les archives - Établir un bilan de la gestion des activités réalisées
2.	Assurer le suivi des conventions et prestation	- Instruire et signer des conventions de travail - Proposer des projets de conventions de travail - rédiger des conventions de travail - Planifier et faire réaliser les audits - Sélectionner les auditeurs
3.	Prospecter les entreprises concernées par le cadre réglementaire	- Mise en place d'un programme de prospection de cinquantaine d'entreprises (physiques et téléphonique) pour inciter les entreprises à se conformer au décret 1152 - Présentation aux entreprises, du cadre réglementaire en Côte d'Ivoire relatif à la certification des produits notamment le décret 1152 du 28 décembre 2016 - Prospecter physiquement de nouvelles entreprises à se conformer au décret 1152
4.	Audits et inspections	- Planifier des audits et inspections pour les entreprises clientes de la certification (convention ou non). - Sélectionner les auditeurs - Examiner les rapports d'audits pour chaque audit réalisé
5.	Gérer les relations avec les laboratoires et autres prestataires notamment pour le respect des délais, leur évaluation et le suivi de leur règlement	- Suivre le règlement des factures d'une dizaine de laboratoires - Suivre le règlement de factures des transporteurs (DHL) - Suivre le règlement de factures de l'organisme d'accréditation - Suivre le règlement de factures de l'assurance responsabilité civile et multirisque professionnelle - Suivre le règlement de factures de notre statut de « recognized certification body » délivré par l'IECEE dans le cadre de la certification des appareils électriques
6.	Système de management selon ISO CEI 17065	- Assurer la mise en place d'un système qualité conforme selon la norme ISO CEI 17065 - Rendre compte du fonctionnement du système à la Direction Générale - Améliorer le niveau de satisfaction des clients - Réduire les dysfonctionnements dans les prestations du département - Vérifier et gérer le Manuel Qualité et les procédures - S'assurer que la politique qualité est comprise - Assurer la mise en œuvre effective des dispositions du système qualité - Planifier et faire réaliser les audits qualité internes - Sélectionner les auditeurs qualité internes - S'assurer de l'efficacité des actions correctives - Identifier et mettre en œuvre toutes actions de maîtrise et d'amélioration de la qualité - Assurer le secrétariat des revues de Direction du système Qualité de la Marque NI - Vérifier les documents internes de la direction avant leur approbation par le DG; - Programmer, préparer et organiser les réunions du CEC et des comités sectoriels de certification - Assurer le suivi du PV du CEC, des comités sectoriels de certification et notamment ses recommandations
7.	SMQ	- Assurer que les procédures et processus nécessaires au management du système sont établis, mis en œuvre et maintenus - Rendre compte à la direction générale sur les performances du système et de tout besoin d'amélioration - Préparer le programme de formation de la direction certification - Préparer la sélection technique des nouvelles recrues - Gérer l'évaluation du personnel de la direction de la certification
8.	Développer les programmes de certification	- Développer de nouveaux programmes de certification - Proposer au DG, la désignation d'experts pour développer de nouveaux règlements de certification
9.	Communication	- Préparer et fournir des présentations sur la direction certification
10.	Management général	- Gérer et superviser les activités de la direction de la certification : assister le Directeur Général dans la supervision et l'implémentation des politiques et procédures - Assurer le management général et administratif de la direction de la certification : préparation des programmes annuels, du budget annuel, l'identification des besoins en ressources (personnel, équipement, formation etc.), et préparation des rapports d'activités périodiques - Définir et distribuer les tâches au sein de la direction - Représenter le Directeur Général en matière de certification

C.2.2 Ressources/organisation

Pour conduire la certification des produits, une équipe projet est mise en place et composée de :

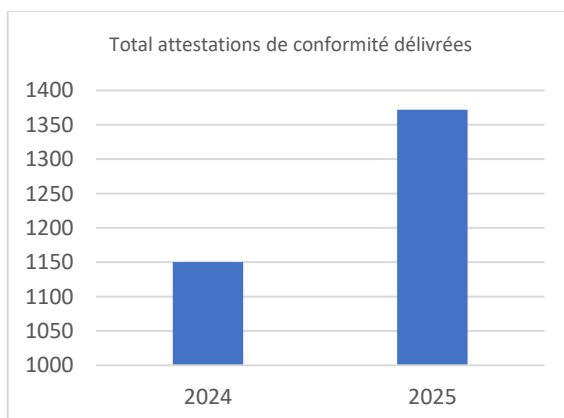
- **Responsable de dossiers** : employés de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine du produit/service à certifier et qui jouant souvent le rôle de secrétaire d'un comité de certification ;
- **Pool d'auditeurs** : Ensemble de personnes compétentes dans des domaines spécifiques (ciment, béton, noix de cajou, boisson, etc.) et d'auditeur de système de management qui sont des auditeurs indépendants.
- **Laboratoires** : ensemble des laboratoires indépendants en Côte d'Ivoire comme à l'extérieur qui réalisent pour le compte de CODINORM, les essais nécessaires conformément aux règlements de certification.
- **55 comités sectoriels de certification**,
- Plus de **20 experts techniques** issus du tissu industriel,
- Un accès aux bases de données des principaux organismes internationaux et régionaux de normalisation (l'Organisation internationale de normalisation - ISO, la Commission électrotechnique de Normalisation – IEC, le Comité Européen de normalisation – CEN CENELEC, la commission Islamique de Normalisation et de Métrologie-SMIIC) soit l'accès à plus 60000 normes.
- Accréditation selon ISO 17065 : 2012 Évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services depuis 2017 des activités de la marque NI par ACCREDIA (Organisme Italien d'Accréditation),
- Système de management et gestion des risques documenté pour les activités de délivrance d'attestation de conformité,
- Déploiement de CODINORM aux frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires pour la délivrance de certificats de conformité dans le cadre du programme VOC.

C.2.3 Résultats obtenus

C.2.3.1 Délivrance des attestations de conformité



	2024	2025
Total attestations de conformité délivrées	1150	1372
<i>NB : Ce chiffre indique le nombre d'attestation de conformité sur tout produit fabriqué localement et importés</i>		
Pourcentage de certificats émis pour les produits alimentaires	40%	44%
Pourcentage de certificats émis pour les produits cosmétiques	24%	26%
Pourcentage de certificats émis pour les autres produits	36%	30%



C.2.3.1.1 Gestion des conventions de travail

	2024	2025
Entreprises en convention dont le suivi est assuré	420	511
Partenariats avec des laboratoires (Nationaux/ Internationaux)	10	10
Audits/inspections réalisées (En moyenne, un audit annuel au moins par entreprise en convention et un audit pour les entreprises n'étant pas en convention)	251	251

C.2.3.1.2 Gestion du contrôle à destination

Les résultats obtenus sont :

	2024	2025
Certificats de conformité délivrés pour divers produits (alimentaires, appareils électro-domestiques, machines, pièces détachées, etc.)	112	177

C.2.3.2 Marque NI

C.2.3.2.2 Gestion des programmes de certification

- Mise en place du programme de certification des services de maintenance automobile en collaboration avec la start-up E-Garage. La stratégie consiste à établir un partenariat avec la société E-garage pour la certification des garagistes enregistrés sur la plateforme E-garage pour la clientèle. Les avantages d'une telle certification sont notamment :
 - Facilité d'accès à un garage de qualité
 - Plus besoin de connaître un mécanicien
 - Accès instantanément à une équipe de dépannage grâce à la géolocalisation
 - Connexion à plus de 350 garages pour les réparations sans se déplacer
- 54 programmes de certification sont fonctionnels et de nouveaux sont en cours d'élaboration (entrepôts, conduits électriques, noix de cajou, béton, Kasher, Agriculture biologique, fil à coudre, Friperie),
- Des réunions de comité de certification se sont tenues à CODINORM et portent sur les produits et services suivants :
 - o Agriculture biologique
 - o Label Qualité Touristique
 - o Fer à béton
 - o Charte qualité touristique
 - o Label Qualité Fruit CI
 - o Boisson spiritueuse
 - o Boissons aux Fruits
 - o Règlement de certification générique pour produits alimentaires
 - o Règlement de certification générique pour produits non alimentaires



C.2.3.2.3 Système d'accréditation de la marque NI

CODINORM est accrédité selon la norme ISO 17065 par ACCREDIA (organisme italien d'accréditation) depuis décembre 2017.

L'audit de renouvellement de l'accréditation qui s'est tenu en novembre 2025 en présentiel a été concluant et a confirmé l'accréditation dont la validité s'étend jusqu'en 2027.

L'extension de l'accréditation à la norme ISO 17024 et aux boissons aux fruits avec le SOAC est programmé pour 2026.

C.3 Certification de compétence

Les axes principaux d'intervention au niveau de la certification des personnes sont articulés autour des points suivants :

1) Efficacité énergétique

La stratégie repose sur la poursuite du partenariat avec le GIZ pour la certification des compétences dans l'industrie et dans le bâtiment pour les experts et les techniciens spécialisés.

2) Système photovoltaïque

La stratégie consiste à poursuivre le partenariat d'une part avec la GIZ et d'autre part avec International Rescue Committee (IRC) pour la certification des compétences, des techniciens d'études et des installateurs maintenanciers.

3) Métier de l'industrie 4.0

La stratégie consiste à établir un partenariat avec l'ONUDI pour la certification des compétences, des professionnels des secteurs de l'I4.0.

Un nouveau référentiel a été mis en place par l'ONUDI, il s'agit du référentiel OPERI Utilisé pour la certification des personnes Industrie 4.0

4) E-garage

La stratégie consiste à établir un partenariat avec la société E-GARAGE pour la certification des garagistes enregistrés sur la plateforme E-GARAGE pour la clientèle.

N.B : Les services de E-GARAGE

- ☐ Plus besoin de connaître un mécanicien



- ☐ Accédez instantanément à une équipe de dépannage grâce à la géolocalisation
- ☐ Restez connectés à plus de 350 garages pour vos réparations sans se déplacer

5) Certification régionale (CEDEAO) des installateurs solaires photovoltaïques

La stratégie consiste à établir un partenariat avec ECREEE (Praia CAP VERT) pour délivrer la marque régionale de Certification des personnes en systèmes solaires photovoltaïque

C.3.1 Activités liées à la gestion de la certification de compétence

- Élaboration des règles générales (NI compétence)
- Gestion des dispositifs particuliers de certification
- Élaboration de règlements particuliers de certification
 - o Élaboration des fiches métiers
 - o Référentiels d'évaluation
 - o Procédures de fonctionnement
- Gestion des comités de certification compétence
- Instructions de dossiers des candidats
- Évaluations des candidats en situation de travail
- Gestion des sujets d'examens
- Gestion des centres d'examens
- Gestion des examens
- Décision d'évaluation
- Examen de suivi (18 mois)
- Inspection des certifiés
- Examen de renouvellement (36 mois)
- Information/Communication avec les personnes certifiées
- Gestion du système d'information en ligne
- Gestion des référents, examinateurs et surveillants
- Évaluation et sélection des organismes spécialisés de formation
- Gestion des rapports d'évaluation
- Approche commercial/Prospection
- Gestion des retours clients (avis, plaintes, etc.)
- Conformité du système d'accréditation selon 17024



C.3.2 Ressources utilisées / organisation

- Système de management défini et documenté par rapport à la norme ISO/IEC 17024 : 2012 – Évaluation de la conformité — Exigences générales pour les organismes de certification procédant à la certification de personnes ;
- Plusieurs commissions techniques de certification sectorielles regroupant toutes les parties intéressées pertinente ;
- Un Responsable de dossiers : employé de CODINORM ayant des compétences techniques et autres dans le domaine des compétences/métiers à certifier et qui joue aussi souvent le rôle de secrétaire d'un comité de certification compétence ;
- Pool d'évaluateurs : Ensemble de personnes compétentes dans des domaines spécifiques (véhicules et engins, BTP, Efficacité Énergétique et Énergies Renouvelables, etc.) et de référents sectoriels qui sont des experts indépendants ;
- Établissements spécialisés de formation aux métiers sélectionnés pour leur compétence ;
- 03 comités sectoriels de certification ;
- Plus de 70 experts techniques ;
- Conformité à ISO 17024.

C.3.3 Résultats

- 3 centres d'examen ont été habilités pour 6 systèmes de certification ;
- 3 réunions du comité particulier de certification se sont tenues en partenariat avec le GIZ ;
- 2 examens de certification ont été réalisés : en avril et en novembre 2025

D-

Appui aux Entreprises et Gestion des Projets Structurants

D Appui des Entreprises et Gestion de Projets Structurants

D.1 Activités

Les activités de la Direction Appui aux Entreprises et Gestion des Projets Structurants consistent à fournir du conseil et assister les entreprises aux normes de management et normes outils les plus pertinentes, pour accompagner la compétitivité de ces entreprises. Ces activités sont :

- Formations (intra et interentreprises)
- Audits (internes, à blanc)
- Accompagnement à la réalisation de systèmes de management ou d'études spécifiques
- Gestion des projets structurants

D.2 Ressources/organisation

- Système de management défini et documenté selon ISO 9001 : 2015 Systèmes de management de la qualité - Exigences,
- Plusieurs experts nationaux et internationaux participent aux formations dispensées par CODINORM,
- Plusieurs consultants collaborent avec CODINORM pour les missions de formations, d'audits et d'accompagnements à la réalisation des systèmes de management et autres études.

D.3 Résultats

L'approche commerciale est orientée vers tous les clients de CODINORM, en particulier de la Certification et du Centre d'information.

- Les modules de formation proposés doivent permettre aux entreprises d'atteindre des performances liées aux exigences relatives de la certification Marque NI. Il s'agit entre autres Sécurité des denrées alimentaires (FSSC 22000, série ISO 22002), Bonnes pratiques de fabrication en cosmétique, etc.
- Les modules de formation doivent traiter les nouveaux sujets de normalisation tels que :
 - Système de management Anti-corruption, Développement durable des communautés territoriales, Sécurité de l'information, Management et efficacité énergétique, etc.
 - Rechercher des opportunités que nous offrent les relations avec les Parties Intéressées de CODINORM, dans le cadre des commissions techniques de normalisation et autres, pour développer des projets structurants

Exemple : Café-cacao, Hévée, Gestion des petites mines, etc.

Résultats qualitatifs obtenus

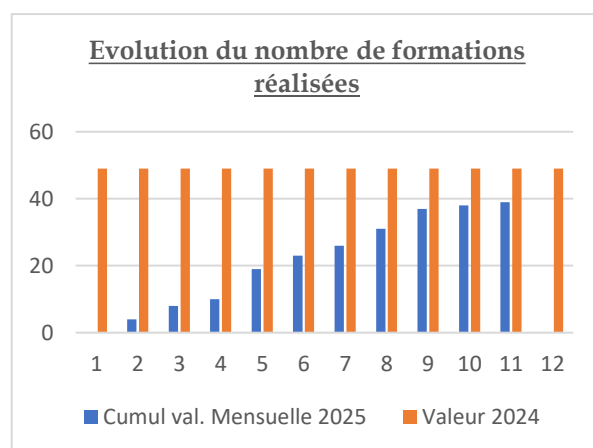
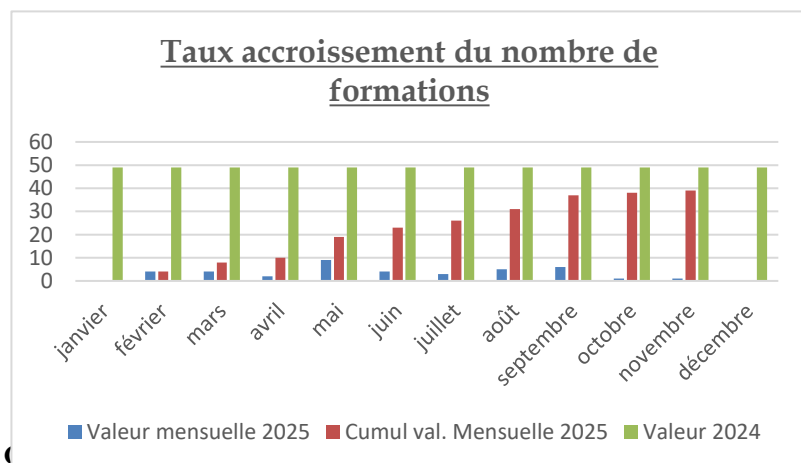
- **Mise en œuvre de la nouvelle approche commerciale**
CODINORM a démarré le processus de collaboration et de proximité avec ses membres au travers d'un **protocole d'entente** visant un meilleur accompagnement des entreprises face aux problématiques de compétitivité et de conformité aux règlements nationaux.
- **Promotion de nouvelles normes de management**
 - **Norme ISO 50001 : Systèmes de management de l'énergie**
Formations à l'endroit des entreprises assujetties à l'audit énergétique et aux Auditeurs (structures en charge de la réalisation des audits énergétiques)
 - **Norme ISO 50002 : Audit énergétique**
Formations à l'endroit des entreprises assujetties à l'audit énergétique et aux Auditeurs (structures en charge de la réalisation des audits énergétiques)
 - **Normes ISO 20400 : Achats responsables et FD X50-128**
Formations à l'endroit des entreprises
 - **Norme ISO 37101 développement durable au sein des communautés territoriales**
Atelier d'information et d'échanges organisé par l'Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) le 10 juillet 2023 à l'Hôtel Palace, Yamoussoukro.

- **FSSC 22000 « protocole de certification Sécurité des Denrées alimentaires »**
Formation avec le Groupe SACO
Formation en partenariat avec le « Programme de Partenariats Commerciaux du Royaume-Uni (UKTP) dans le cadre des activités du Centre du Commerce International (ITC),
- **ISO/IEC 27001 : 2022 « Sécurité de l'information, cybersécurité et protection de la vie privée Systèmes de management de la sécurité de l'information - Exigences »**
Formations dispensées aux entreprises suivantes : Direction du Contrôle Financier du Ministère du Budget (DCF), Mairie de port Bouet, Direction Générale des Impôts (DGI), PETROCI
- **Normes sur l'Economie Circulaire**
Formation aux membres du Comité Miroir National « Economie circulaire », mai-juin 2023
ISO/DIS 59004 Économie circulaire — Terminologie, principes et recommandations pour la mise en œuvre
ISO/DIS 59010 Économie circulaire — Recommandations relatives à la transition des modèles d'affaires et des réseaux de valeur
ISO/DIS 59020 Économie circulaire — Mesure et évaluation de la circularité
ISO/DIS 59040 Économie circulaire — Fiche de données de circularité des produits

➤ **Conception et Développement de modules liés à la maîtrise de la production** sur les thématiques suivantes :

- Maintenance
- Gestion de production (selon la nature du domaine d'activités)
- Fonction métrologie
- Logistique
- gestion des matériaux physiques,
- respect des spécifications de conception,
- utilisation des équipements
- performance et main-d'œuvre
- risque production
- L'ordonnancement : génération et répartition des ordres de fabrication entre les machines, planification de la production.
- La production : conduite des machines, management des opérateurs et gestion des stocks de matières premières.
- Les contrôles et enregistrements : contrôle qualité, enregistrement des mouvements de stocks, enregistrement des temps

D.3.1 Evolution annuelle du nombre de formations réalisées

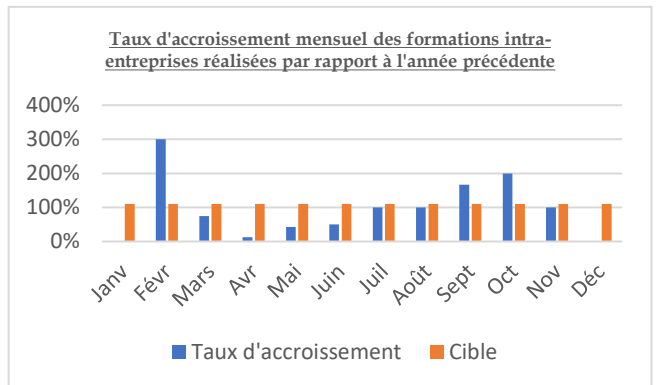
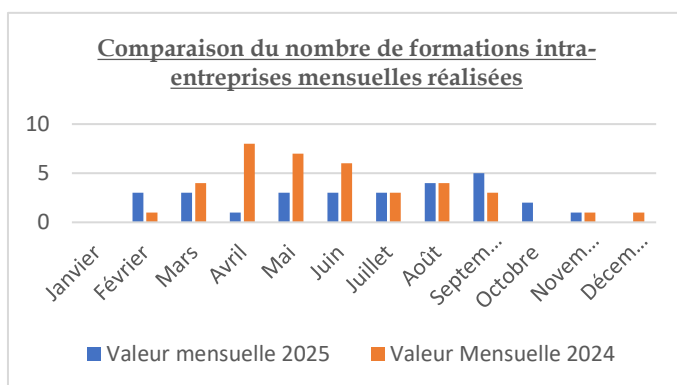
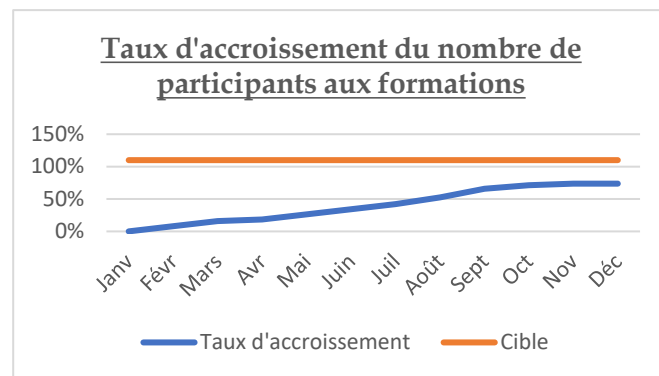
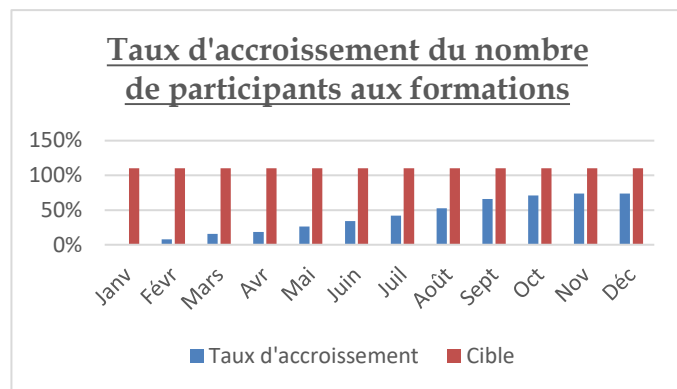


Globalement, nous avons réalisé pratiquement en 2025, le même nombre de formation qu'en 2024.

Pour soutenir la performance, la DAEGPS doit :

- Renforcer la nouvelle stratégie commerciale
- Mobiliser ses équipes le dernier avec des revues mensuelles à effectuer.

D.3.2 Evolution des formations intra entreprises réalisées

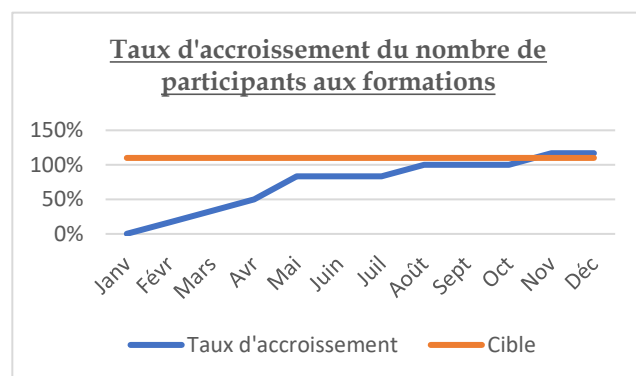
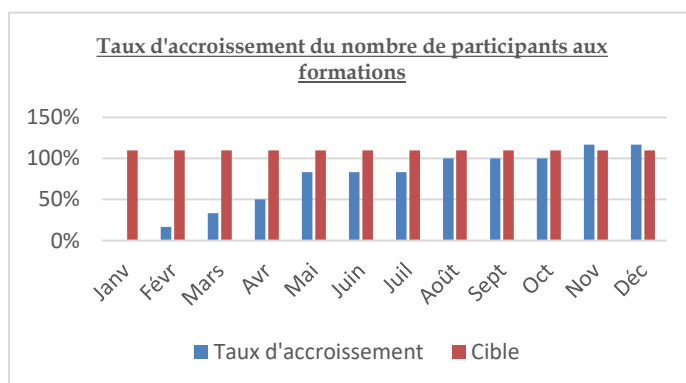


Commentaire

En 2025, le nombre de formations intra-entreprises a connu une légère baisse par rapport à 2024. Vingt-huit (28) formations ont été réalisées (interentreprises et intra-entreprises).

Cela démontre que plus d'efforts doit être fait pour les formations intra-entreprises. Lesquels efforts doivent être renforcés pour des résultats encore meilleurs en 2026.

D.3.3 Evolution des formations interentreprises

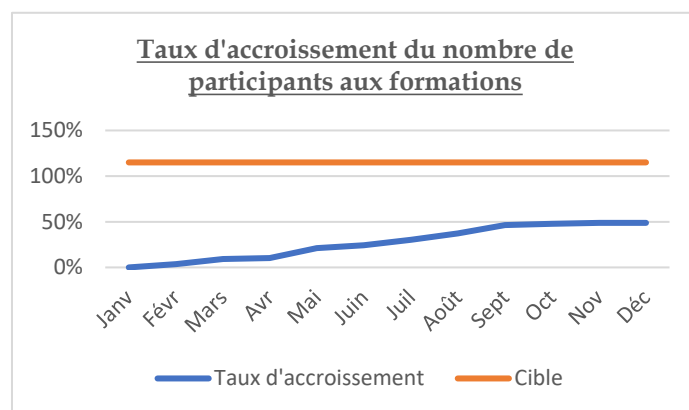
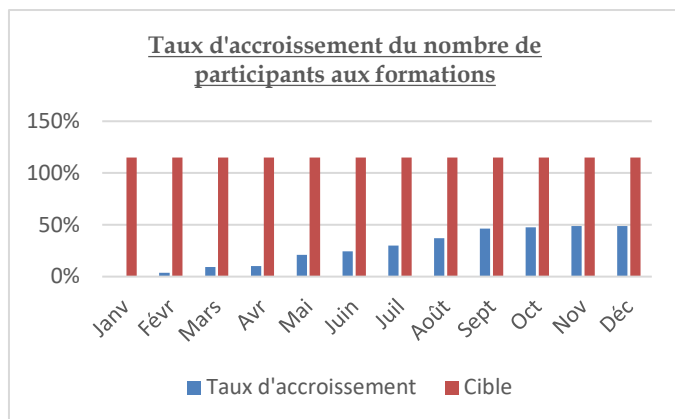


Commentaire

En comparaison aux résultats enregistrés en 2024, les formations interentreprises ont connu plus d'engouement en 2025. Toutefois, afin d'avoir performances plus intéressantes en 2026, il convient de renforcer plus les activités commerciales et mener les actions suivantes :

- Faire les mailings dans le délai
- Proposer plus encore de nouvelles formations avec des thèmes spécifiques qui répondent aux besoins des entreprises
- Travailler en synergie avec les autres directions pour détecter de nouvelles opportunités de formations
- Mettre en œuvre les nouvelles dispositions commerciales, notamment le suivi des protocoles d'ententes et le suivi des offres par des stagiaires ou autres personnes.

D.3.4 Evolution du nombre de personnes formées



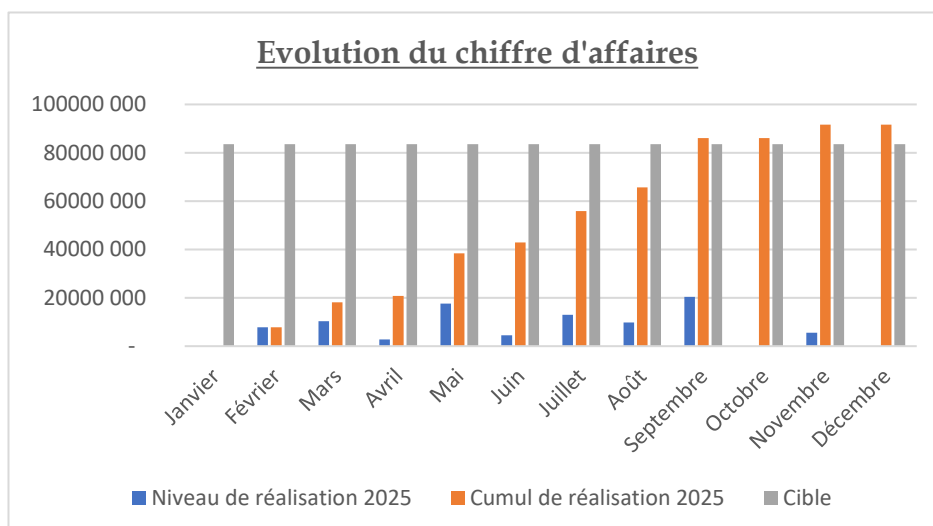
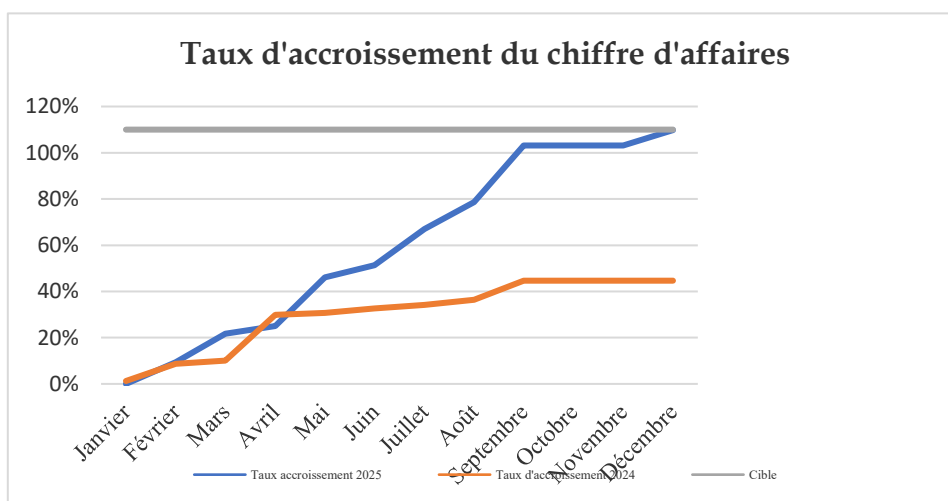
Commentaire

En 2025, la DAEGPS a formé 261 personnes pour une cible annuelle de 243 personnes à former. La majorité de l'effectif provient des formations intra entreprises. Il y a donc la nécessité de plus d'actions commerciales pour les formations interentreprises.

L'effectif de personnes formées est largement inférieur au nombre de l'année 2024 qui est de 535 personnes. Ce résultat est dû d'une part à une faible activité commerciale.

Les actions positives doivent être maintenues mais également, les équipes doivent accroître les actions commerciales pour des résultats encore meilleurs durant l'année 2026.

D.3.5 Evolution du chiffre d'affaires des formations réalisées



Commentaire

Le chiffre d'affaires généré par les formations en 2025 a connu une progression et un taux d'accroissement par rapport au résultat de 2024.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2025 est de 91 659 000, contre une cible de 83 490 000 FCFA. Le résultat est satisfaisant.

Cette bonne performance financière doit être maintenue, voire-même accrue pour l'année 2026, et cela, en menant les actions suivantes :

- Faire plus de promotion pour la réalisation de formations intra-entreprises
- Faire plus de promotion pour la réalisation des formations interentreprises
- Faire des séminaires de présentation des normes afin de capter des clients pour les programmes de formation
- Suivre la signature des protocoles d'entente envoyés aux entreprises membres de CODINORM
- Faire une revue des offres transmises aux clients et prospects
- Etc.

D.3.6 Entreprises accompagnées par CODINORM

Projets d'accompagnement finalisés

Au cours de l'année 2025, la DAEGPS a finalisé l'accompagnement de l'Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire (INCI) avec l'obtention de la certification ISO 9001 du SMQ de l'organisme.

Projets en cours de réalisation

Le tableau suivant indique la liste de entreprises en cours d'accompagnement et les normes concernées.

Tableau 7 : Entreprises accompagnées

	Entreprises accompagnées	Domaine d'activités	Norme	Commentaires
1.	DGI	Impôts	ISO 9001	Ancien projet en cours de finalisation
2.	EPC	Production de produit chimique et explosif	ISO 9001 ISO 14001	Projet en cours Planification des audits internes
3.	DGCE	Commerce Extérieur	ISO 9001	Projet en cours
4.	ARTI	Autorité des transports	ISO 9001	Projet en cours
5.	OFT	Fluidité du transport	ISO 9001	Projet en cours
6.	ENVIPUR	Traitement des déchets, Analyses labo	ISO/IEC 17025	Projet en cours
7.	NDOUH PLUS	Fabrication d'eau minérale	Normes sécurité des denrées alimentaire	Projet en cours
8.	SAPROLAIT	Fabrication de yaourt	Normes sécurité des denrées alimentaire	Projet en cours

Le tableau suivant indique les projets en attente de reprise

Tableau 8 : Projets en attente de reprise

	Entreprises	Domaine d'activités	Norme	Commentaire
1	DGAMP	Affaires maritimes Ivoiriennes	ISO 9001	Le budget relatif au projet est en cours de mise en œuvre par la DGAMP
2	SODEMI	Recherche, Exploration et exploitation minière	ISO 9001	Après la finalisation du projet d'accréditation du laboratoire, attente de la décision de la direction pour la reprise du projet ISO 9001

D.3.7 Audits réalisés

Des audits internes ont été réalisés au sein des entreprises, pour l'évaluation de leur système par un organisme externes. Ces audits sont :

- Audit diagnostic
- Audit internes
- Audit à blanc (pré-certification)

Au total, deux (02) audits ont été réalisés dans le courant de l'année 2025, à savoir un audit interne ISO 9001 (2015) et un audit diagnostic FSSC 22000 V6.

D.3.8 Gestion des projets structurants

Le tableau suivant présente la synthèse des projets structurants en cours de réalisation

Tableau 9 : Gestion des projets structurants

	Entreprises	Domaine d'activités	Aperçu du projet	Commentaire
1	Le Conseil du Café-Cacao	Cacao durable	Appui technique à la mise en œuvre de la norme ARS 1000	Signature d'une convention pour la campagne 2025-2026
2	APROMAC	Caoutchouc	- Élaboration de la norme caoutchouc durable - Élaboration du guide d'opérationnalité	Signature d'une convention Exécution de la convention

Des actions commerciales sont en cours pour la recherche d'autres projets structurants dans les domaines suivants :

- Petites mines
- Fabrication d'aliments pour animaux

En outre, le tableau 8 ci-après présente les résultats des autres activités menées.

Tableau 10 : Autres activités menées

Activités	Résultats obtenus 2025
Formation et sensibilisation sur le projet de norme ISO/DIS 9001, en relation avec la direction DIPEP	Un grand engouement pour la thématique Plus de 150 participants Nécessité d'identifier d'autres thématiques et réaliser des ateliers de cette envergure
Relance du projet de formation qualifiante organisé en collaboration avec l'INP-HB	Plus d'une vingtaine d'intentions d'inscription reçues. Attente de confirmation des inscriptions pour le démarrage du programme prévu pour janvier 2026
Etablir, documenter, mettre en œuvre et améliorer le SMQ des activités de la Formation	Le SMQ est réalisé et audité Audit de suivi 2 réalisé dans le mois de décembre 2025
Mettre en œuvre la stratégie commerciale pour la formation	Stratégie commerciale définie : - Segmentation des clients - Etablissement des programme et mailing de formation - Mise en place d'une newsletter - Diffusion du catalogue
Orienter l'approche commerciale vers tous les clients de la certification	- Des contacts sont établis avec la Direction de la certification pour obtenir la liste de leurs clients. - Une mise en relation est faite par le Direction de la certification, avec les clients qui les visites - Des mentions de développement des compétences sont indiquées dans les rapports d'audit de certification produit
Concevoir et mettre à disposition des modules de formations qui permettent aux entreprises d'atteindre des performances liées aux exigences de la marque NI	- Conception d'un programme de formation pour les entreprises du domaine alimentaire
Concevoir et mettre à disposition des modules de formations qui traitent des nouveaux sujets de normalisation tels que : Système de management Anti-corruption, Développement durable des communautés territoriales	- Modules de formation conçus pour les thématiques suivantes : ISO 37101, ISO 50001, FSSC 22000 - Des prospections sont faites pour obtenir des clients

E -

Information, Partenariat et Études Prospectives

E. Information, Partenariat et Études Prospectives

La Direction Information, Partenariat et Études Prospectives (DIPEP) est une direction est un centre de documentation technique, spécialisé dans la diffusion d'informations normatives et techniques. Ce centre est investi des missions de Point national d'information sur les obstacles techniques aux commerce (PNI/OTC) tel qu'institué par l'OMC dans le cadre de la facilitation des échanges. Elle gère en outre les études prospectives et remplit ses missions traditionnelles.

E.1 Activités menées

Les activités de la DIPEP sont les suivantes :

- Information au public portant sur les normes et la réglementation technique
- Activités de questions-Réponses relatives aux normes
- Point d'information sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC (PNI / OTC)
- Vente de normes physiques
- Vente électronique de normes aux travers de la plate-forme (PVAN)
- Activités de Veille normative pour le compte des entreprises
- Diffusion d'Information sur la réglementation nationale et communautaire
- Diffusion d'Information sur les normes internationales, régionales et étrangères

E.2 Ressources et organisation

▪ Personnel

Le personnel du CINR est composé de :

- Un (01) Directeur
- Trois (03) Chefs de Département
- Un (01) Chef de service Marketing et Vente (Librairie)
- Un (01) Chef de service Gestion Fonds documentaire
- Trois (03) Stagiaires

Il est structuré en 4 départements

- ❖ **Département Information sur les normes et la réglementation**
 - Service Marketing et Promotion des Ventes
 - Service Librairie
 - Service du Fonds documentaire
 - Service PNI-OTC
- ❖ **Département Partenariat et des Relations Extérieures**
 - Service aux membres
 - Service Relations extérieures
- ❖ **Département des Systèmes d'information**
- ❖ **Département Communication**
 - Service cellule clientèle
 - Service communication et partenariat
 - Service Community management (Ensemble des actions qui permettent d'animer et fédérer des communautés sur Internet)



E.3 Résultats obtenus

E.3.1 Département Information sur les normes et la réglementation

E.3.1.1 Service Marketing et Promotion des Ventes

■ Présentation de PVAN

PVAN (Plateforme de veilles normatives et d'accès aux normes) est une plateforme Web et mobile. Elle offre quatre services principaux :

- Mise à disposition des normes pour tous les utilisateurs ;
- Acquisition de normes en ligne et en présentiel ;
- Alertes de mises à jour des normes ;
- Mise à disposition d'application mobile Android/OS

La vision de permettre aux entreprises et aux particuliers d'avoir accès aux normes selon leur domaine et secteur d'activité afin de rendre performant le volet qualité de leur activité.

Une présentation de PVAN est faite au cours de certaines réunions de normalisation et de certification à CODINORM.

■ Vente de prestation liée aux plateformes PVAN et PVR

Tableau 11 : Abonnement à PVAN

<u>Veille Normative</u>	2024	2025
Total souscriptions à PVAN + (service marchand)	---	143
Accès à PVAN light pour tous les membres (Création de comptes)	307	331

Tableau 12 : Abonnement à PVR

<u>Veille réglementaire</u>	2024	2025
T O T A L (Contrats)	133	142

Le nombre de contrat à ce jour est :

- **29** nouveaux contrats
- **113** contrats renouvelés,
- soit un total de **142 Contrats** de veille réglementaire

■ Veille normative des entreprises : (Surveillance de l'évolution des portefeuilles de normes)

Tableau 13 : Veille normative des entreprises

	Nouvelles structures ayant souscrits	Normes révisées	Normes annulées	Normes rentrées
2025	36	797	74	2054
Total	252	1440	294	13650

E.3.1.2 Service Librairie

Activité commerciale (vente de normes) qui consiste à vendre des documents (livres, archives, normes, etc.) au grand public.

Tableau 14 : Service Librairie

Type de document (Nombre de documents vendus)	2024	2025
Normes ISO	321	441
Normes Ivoiriennes	145	98
Normes AFNOR	0	0
Autres normes étrangères	47	79
TOTAL Documents vendus	513	618
TOTAL Chiffre d'Affaires (F CFA)	77 325 052 (Y compris vente PVAN et PVR)	103 589 915 (Y compris vente PVAN et PVR)

E.3.1.3 Service du Fonds documentaire

Ce service est axé sur la gestion et l'accès aux documents (livres, archives, normes, etc.) pour répondre aux besoins spécifiques des clients.

Gestion documentaire : (documents normatifs et réglementaires, revues, ouvrages, ...)

- 10 Documents enregistrés.
- 1552 documents au total.

Ressources documentaires disponibles

Accès à plusieurs bases de données pour une ressource documentaire d'environ 60 000 normes disponibles

- NI (Normes ivoiriennes)
- ISO (Organisation internationale de normalisation)
- IEC (Commission Électrotechnique Internationale)
- ARSO (Organisation Africaine de Normalisation)
- ASTM (American society for testing and material / société américaine pour les essais et les matériaux)
- CEN (Comité Européen de Normalisation)
- CENELEC (Comité Européen de Normalisation Electrotechnique)
- CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest)
- SMIIC (Standards and Metrology Institute for Islamic Countries)

Outils de diffusion et d'information sur les normes

Des plateformes en ligne, d'accès aux normes et à la réglementation sont disponibles :

- Plateforme de veille et d'accès aux normes : www.pvancodinorm.ci
- Plateforme de veille réglementaire : www.codinorm.ci/veille-reglementaire/
- Newsletters dédiées aux normes

E.3.1.4 Service PNI-OTC

E.3.2 Département Partenariat et des Relations Extérieures

E.3.2.1 Service aux membres

Ce service a pour objectif de gérer les membres de CODINORM en les emmenant à s'impliquer à la gestion des activités de CODINORM, et en mettant en place une politique de fidélisation des membres au travers des avantages qui leur sont offerts.

Tableau 15 : Service aux membres

	2024	2025
TOTAL des Membres adhérents	307	331
FUSION	---	- 4 entreprises fusionnées en UNE : SDTM (TOMATE CI – MICRODIS – CIPREM – SDTM) - SICOBEL en MIPA

SITUATION DES MEMBRES AU 11/11/2025

- Atelier de formation sur les normes achats le 24 avril 2025 à IVOTEL HOTEL ABIDJAN
- Prospections de masse et individuelle pour adhésions
- Transmission dossier projet de révision statut et règlement intérieur

E.3.2.1 Relations extérieures

Tableau 16 : Participation de CODINORM aux conférences, ateliers & réunions :

N°	Titre/Objet	Date	Lieu
1.	Journée des entreprises	20 et 21 février 2025	INP-HB, Yamoussoukro
2.	Foire du Made in Côte d'Ivoire 2025 (FOMCI)	2 au 6 avril 2025	Parc des expositions
3.	Journées Nationales du Management de la Qualité (JNMQ)	15 au 16 mai 2025	Yamoussoukro
4.	5 ^e anniversaire de l'ARTI	12 septembre 2025	
5.	Foire Africaine du Bio	20 septembre 2025	ENKO Abidjan
6.	Les vendredis de l'export	26 septembre 2025	Chambre du Commerce et de l'Industrie – Plateau.
7.	Première réunion de l'année du Comité Technique (CT) du Comité National de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	15 janvier 2025	Mode virtuel
8.	Réunion technique sur le cadre réglementaire fit for fair	05 au 07 février 2025	Hôtel Palm Sud Jacqueville
9.	Atelier de validation de la politique nationale du commerce extérieur (PNCE)	17 février au 18 février 2025	NOOM Hôtel Plateau
10.	Réunion d'échange CODINORM-CENOFECI	03 mars 2025	CODINORM
11.	Deuxième réunion du Comité Technique (CT) du Comité National de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	11 mars 2025	NOOM Hôtel Plateau
12.	Cérémonie de lancement des activités d'inspection et de contrôle de la qualité des produits industriels et de la sécurité dans les unités industrielles	11 mars 2025	Salle de Conférence Direction Générale de l'Industrie, Plateau, Tour D, 19 ^{ème} étage
13.	Atelier de présentation des résultats des analyses du marchés des produits prioritaires à l'exportation	25 mars 2025	Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI)
14.	Troisième réunion du Comité Technique (CT) du Comité National de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (CN-ZLECAf)	24 avril 2025	Mode virtuel
15.	Participation à la 3 ^{ème} édition du hub import-export	05 au 07 mai 2025	CGECI Plateau
16.	Réunion technique d'échanges fit for fair	26 au 28 mai 2025	Hôtel PALM SUD Jacqueville
17.	Cérémonie de lancement officiel du réseau initiatives femmes-ZLECAf	05 juin 2025	NOOM Hôtel Plateau
18.	4 ^{ème} réunion du comité national de surveillance (CNS) du programme de facilitation des échanges	19 juin 2025	Hôtel MOVEMPICK Plateau
19.	Atelier de restitution finale de la mission terrain - projet ProREI CCESP	19 au 20 juin 2025	Hôtel les Vallons 2 plateaux
20.	Cérémonie de Lancement officiel de l'initiative suédoise pour la facilitation du commerce en Afrique (SWIFT)	10 juin 2025	NOVOTEL Abidjan
21.	Atelier de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du plan d'action de la politique nationale du commerce extérieur	24 juin 2025	Chambre du Commerce et de l'Industrie Côte d'Ivoire
22.	4 ^{ème} réunion du comité technique du comité National ZLECAf	26 juin 2025	Mode virtuel
23.	Atelier de clôture du projet Fit for Fair	03 juillet 2025	Espace Latrille Events Abidjan

N°	Titre/Objet	Date	Lieu
24.	Atelier de formation en management d'équipe et leadership CCESP	09 au 11 juillet 2025	SUPREME HOTEL Grand- Bassam
25.	Réunion du comité national de surveillance _coopération Côte d'Ivoire TMA	23 juillet 2025	Mode virtuel
26.	Atelier de formation en suivi évaluation redevabilité apprentissage (SERA) CCESP	12 au 14 août 2025	SUPREME HOTEL Grand Bassam
27.	6 ^{ème} réunion plénière des membres du CNE	17 au 19 septembre 2025	Hôtel GRAND ROI Jacqueville
28.	Cérémonie officielle de lancement de la 7 ^{ème} édition de la journée nationale du partenariat Etat/Secteur privé	17 septembre 2025	NOOM Hôtel Plateau
29.	Foire Africaine du Bio	20 septembre 2025	ENKO Abidjan Angré 8 ^{ème} Tranche Zone CGI
30.	Atelier de consultation nationale relative à la soumission de propositions d'amendement de l'accord-cadre de la ZLECAf et ses protocoles	01 au 03 octobre 2025	Hôtel GOLDEN PALACE Grand Bassam

E.3.3 Département des Systèmes d'information

Convertir nos prospects en clients

CODINORM prend en compte aussi bien les prospects que l'accueil des clients sur site en présentiel.

Tableau 17 : Abonnement à PVAN

	2025
Nombre d'entreprises ayant souscrit à PVAN	143
Nombre d'entreprises prospectées	38
Nbre d'entreprise membres de CODINORM qui souscrivent à PVAN	67

E.3.4 Département Communication

E.3.4.1 Service cellule clientèle

- Suivi Client Personnalisé :**
Mise en œuvre un système de suivi client personnalisé pour s'assurer que chaque client reçoit une attention individuelle
- Revue de produits régulières :**
Organisation des revues régulières des produits ou des services

Tableau 18 : Service cellule clientèle

Indicateurs	Résultats	Observations
Compétences d'accueil améliorées	Obtention de retours positifs de 99% des clients	Une amélioration significative dans la qualité de l'accueil.
Performance de vente accrue	Légère hausse des ventes par rapport aux années antérieures	Capacité efficace à identifier et saisir les opportunités commerciales.
Relation client renforcée	Aucun problème non résolu à ce jour	Approche proactive dans la résolution des préoccupations des clients et le renforcement des relations.
Mise à jour continue des connaissances	Participation à des sessions de formation interne	Connaissance approfondie des produits et services, se traduisant par des interactions client plus informées.
Collaboration et efficacité opérationnelle	Contribution active aux initiatives d'amélioration des processus internes,	Augmentation de l'efficacité opérationnelle et à un environnement de travail positif.

E.3.4.2 Service communication et partenariat

CODINORM a mis en œuvre une stratégie de communication complète visant à renforcer sa **notoriété** et à **sensibiliser** efficacement ses parties prenantes aux enjeux de la normalisation, ainsi qu'à ses produits et activités spécifiques.

Cette approche intègre un **plan de communication** ciblé et un déploiement actif sur les **réseaux sociaux** et les **médias télévisuels**. Cette communication concerne la diffusion de la newsletter de CODINORM et comprend les rubriques suivantes :

- ✓ Publicités et parutions dans des magazines et journaux ;
- ✓ Organisation d'ateliers de sensibilisation ;
- ✓ Participation de CODINORM aux ateliers et réunions ;
- ✓ Reportages télévisés des ateliers organisés par CODINORM.

Tableau 19 : Publicités, parutions dans des magazines et journaux, Reportages télévisés des ateliers organisés par CODINORM.

N°	Titre/Objet	Date	Lieu
1.	Interview du Directeur Général Adjoint Chargé du Développement de la Normalisation et des Services Généraux dans le magazine officiel de la Foire du Made in Côte d'Ivoire 2025	---	---
2.	Insertion publicitaire dans le magazine officiel de la Foire du Made in Côte d'Ivoire 2025	---	---
3.	Interview du Directeur Général Adjoint Chargé du Développement de la Normalisation et des Services Généraux dans le magazine de l'ARTI	---	---
4.	Article dans Fraternité Matin sur la formation sur le thème : Performance des achats pour la réalisation des systèmes de management : Apport des normes outils ISO 20400, EN 17371-1, EN 17371-2, EN 17371-3 et FD X50-128	Paru le 28 avril 2025	Journal Fraternité Matin
5.	Atelier de sensibilisation sur les normes et la certification : diffusé sur NCI, BUSINESS 24 et RTI 1	---	---
6.	Atelier de formation de formation et d'information sur le projet de norme ISO/DIS 9001 : 2025 : diffusé sur BUSINESS 24.	---	---

Tableau 20 : Organisation d'atelier de sensibilisation :

N°	Titre/Objet	Date	Lieu
1.	Atelier de sensibilisation sur les normes et la certification	28 mars 2025	Novotel Adagio- Marcory
2.	Atelier de formation et d'information sur les changements dans le projet de norme ISO/DIS 9001 : 2025, Abidjan, Intervenant : M. Constant BOKA, Directeur Général de CODINORM	30 septembre 2025	Hôtel Palm Club

E.3.4.3 Service Community management (Ensemble des actions qui permettent d'animer et fédérer des communautés sur Internet)

- ✓ Catalogue des Normes 2026 : La conception et la finalisation du catalogue des normes pour l'année 2026 ont été assurées ;
- ✓ Catalogue des Formations 2026 : La conception du catalogue de formations 2026 a été menée à bien. Le catalogue est en cours de validation ;
- ✓ Supports Visuels Divers : Des affiches et visuels thématiques (Formation, Certification, etc.) ont été conçus et produits pour soutenir les différentes campagnes ;
- ✓ Présence sur les Réseaux Sociaux : L'animation et la gestion d'une présence régulière et interactive sur les réseaux sociaux clés (Facebook, LinkedIn et YouTube) ont été maintenues ;
- ✓ Couverture Média : Une couverture média (Photos) des rencontres et des activités de CODINORM a été effectuée ;
- ✓ Collaboration étroite a été établie avec la Direction Certification pour la communication sur le Programme National de Certification des Compétences.

Tableau 21 : réactivité sur les réseaux sociaux

Réseau social	Réactivité (followers, publications, commentaires, ...)
FACEBOOK	• 4268 followers sur la page Facebook; • 40 publications faites avec 1637 interactions, un taux de couverture de 51 396 personnes et 97 532 vues sur la page Facebook ; • 14 nouvelles conversations par message démarrées sur Facebook.
LINKEDIN	• 1623 followers sur la page LinkedIn dont 638 nouveaux abonnés en 2025 ; • 36 publications sur LinkedIn avec 794 réactions et 17 083 personnes touchées ; • 28 commentaires.
YOUTUBE	• 31 followers sur la chaine YouTube avec 12 vidéos publiées et 64 vues.
www.codinorm Site internet de CODINORM	• 5 806 149 visites à la date du 20 novembre 2025
Newsletter de CODINORM	• <i>Plus de 2000 adresses électroniques reçoivent des newsletters tous les mercredis</i>

F -

Qualité Interne

F. Qualité interne

Les services de la formation ont réalisé leur audit interne les 17-19 novembre 2025. L'audit de suivi pour le maintien de la certification selon ISO 9001 s'est déroulé le 12 décembre 2025.

Communication avec les parties intéressées

Des plates-formes ont été développées pour améliorer la communication avec les parties intéressées.

Il s'agit de :

- Plateforme de veille et d'accès aux normes : www.pvancodinorm.com
- Plateforme de veille réglementaire : www.veille-reglementaire.codinorm.ci
- Plateforme de travail des comités techniques de normalisation : www.normlisation.codinorm.ci
- Plateforme de travail des comités techniques de certification : www.certification.codinorm.ci
- Site web des produits certifiés : www.produits-certifies.codinorm.ci
- Site web de personnes certifiées : www.competences.codinorm.ci

Un plan de communication est en cours de préparation sur l'ensemble des activités de CODINORM.

G-

Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation

G. Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation

CODINORM participe en tant que membre aux travaux des organisations régionales et internationales de normalisation suivantes :

- AFSEC (Commission Africaine de Normalisation Électrotechnique)
- ARSO (Organisation Régionale Africaine de Normalisation)
- ASTM (American society for testing and material / société américaine pour les essais et les matériaux)
- CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest)
- CEN (Comité Européen de Normalisation)
- IEC (Commission Électrotechnique Internationale)
- IECEE (Système d'évaluation de la conformité des équipements et des composants électrotechniques)
- ISO (Organisation internationale de normalisation)
- SMIIC (Standards and Metrology Institute for Islamic Countries)
- SOAC (Système Ouest Africain d'Accréditation)
- CENELEC (Comité Européen de Normalisation Électrotechnique)

H-

Faits marquants

H. Faits marquants

Tableau 22 : Faits marquants

N°	Faits marquants réalisés	Observations/résultats
1.	Renforcement du dispositif anti-corruption en Côte d'Ivoire initié par l'Académie de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance	Développement d'un label national anti-corruption selon ISO 37001 porté par la Haute Autorité pour la bonne gouvernance pour le secteur privé et le secteur public Projet de renforcement du dispositif anti-corruption en Côte d'Ivoire Mise en place du comité de labellisation Elaboration d'un règlement de certification Elaboration des termes de référence de la collaboration avec CODINORM et l'académie
2.	Courrier homologation des balances Ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH)	Elaboration d'un règlement de certification Elaboration des termes de référence de la collaboration Décret ou arrêté sur l'homologation des balances
3.	Collaboration entre le Ghana Standard Authority (GSA)	Signature de Convention cadre de collaboration entre le Ghana Standard Authority (GSA) - Programme VOC - Certification - Reconnaissance de marque
4.	Hévée durable	Mise en œuvre du programme de certification labellisation d'Hévée durable
5.	Rencontre CODINORM – UFR GDD de l'Université de Bondoukou	Soutien politique sur le projet
6.	Labellisation 5 étoiles des structures sanitaires nationales	Soutien politique sur le projet

I-

Bureau du Directeur

I. Bureau du Directeur

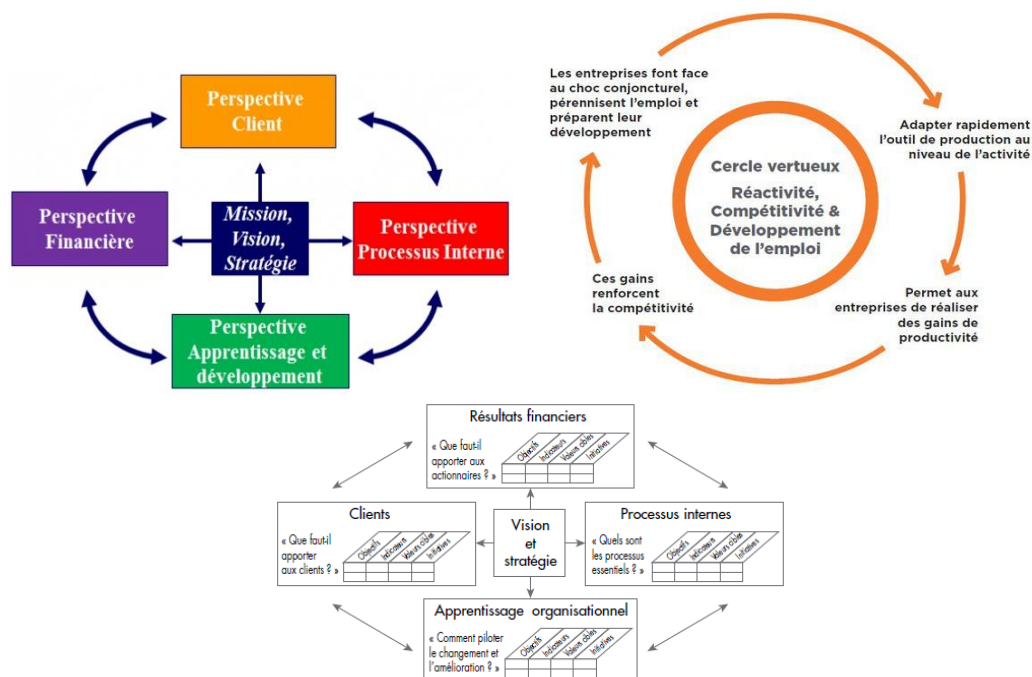
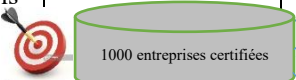
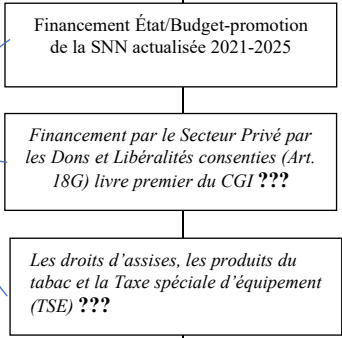
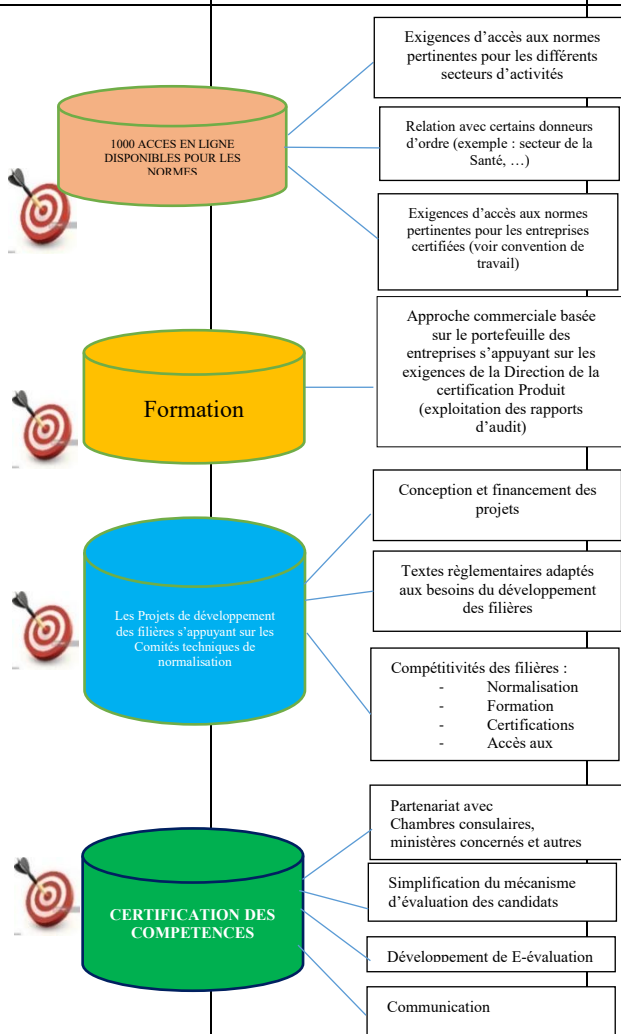


Figure : Tableau de bord prospectif pour mesurer les performances de CODINORM

Tableau 23 : Axes de réflexion sur les performances attendues du plan stratégique de CODINORM : activités de soutien du Conseil d'Administration

Enjeu / Orientation stratégique	PRODUITS / CIBLES	LEVIERS / APPROCHES STRATEGIQUES	Activités/textes réglementaires structurants	Actions attendues des administrateurs
ENJEU 1 : Leadership et cohérence des actions pour l'élaboration, l'application des normes et la compétitivité des entreprises Orientation Stratégique 1 : Mise en œuvre des mécanismes pour le développement et l'application effective des normes en intégrant les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes			Voir le Tableau identifiant l'ensemble des textes structurants pour le développement des activités de normalisation et l'évaluation de la conformité en Côte d'Ivoire (ensemble des 10 décrets et leur CCM)	1- Faire publier le nouveau décret concernant la procédure des révisions des dossiers d'Appels d'offres voir le décret de la haute autorité des marchés publics 2- Faire engager le secteur productif et le secteur de service à la certification obligatoire et réglementaire de leurs produits
1- Faire la promotion de la Stratégie Nationale de Normalisation (SNN)			Financement État/Budget-promotion de la SNN actualisée 2021-2025 Financement par le Secteur Privé par les Dons et Libéralités consenties (Art. 18G) livre premier du CGI ??? Les droits d'assises, les produits du tabac et la Taxe spéciale d'équipement (TSE) ???	3- Faire financer la SNN par la fiscalité nationale (taxes à identifier) 4- Rendre CODINORM éligibles aux « budgets non ventilables » NB : l'appui budgétaire octroyé doit être séparé différencié de celui de sa tutelle et doit lui être directement transmise ou attribuée

Enjeu / Orientation stratégique	PRODUITS / CIBLES	LEVIERS / APPROCHES STRATEGIQUES	Activités/textes réglementaires structurants	Actions attendues des administrateurs
ENJEU 1 : Leadership et cohérence des actions pour l'élaboration, l'application des normes et la compétitivité des entreprises				
Orientation Stratégique 1 : Mise en œuvre des mécanismes pour le développement et l'application effective des normes en intégrant les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes				5- Solliciter l'appui des administrations selon leur champ de compétences pour rendre obligatoire à l'accès aux normes comme une des conditions des agréments des entreprises 6- Appui du secteur privé pour un accord cadre de mise à niveau des entreprises entre CODINORM et le FDFP

Actions attendues des administrateurs

- 1- Faire publier le nouveau décret concernant la procédure des révisions des dossiers d'Appels d'offres voir le décret de la haute autorité des marchés publics
- 2- Faire engager le secteur productif et le secteur de service à la certification obligatoire et réglementaire de leurs produits
- 2- Faire financer la SNN par la fiscalité nationale (taxes à identifier)
- 3- Rendre CODINORM éligibles aux « budgets non ventilables »

NB : l'appui budgétaire octroyé doit être séparé, différencié de celui de sa tutelle et doit lui être directement transmise ou attribuée.

Résultats obtenus
• Stratégie Commerciale

La Mise en œuvre de la nouvelle approche commerciale a permis de cibler les entreprises membres de CODINORM en vue de leur proposer l'ensemble des produits de CODINORM : formation, veille normative, certification.

- 1 personne ressource est dédiée aux traitements des préoccupations des internautes
- 2 personnes ressources sont dédiées à la prise en charge de tous les usagers ayant un contact avec CODINORM
- Rencontre organisée avec les membres de CODINORM en vue de leur présenter les produits de CODINORM (formation, veille normative, certification)
- Plusieurs actions de communication menées
- Indicateurs relatifs à la Stratégie Commerciale pour évaluer le niveau de maturité des entreprises en convention sont établis
- Grille de mesure de confiance par rapport au niveau de gestion de production comprenant 5 critères d'évaluation et 5 niveaux de maturité est élaborée

J-

Plan stratégique 2026 - 2030

J. Plan stratégique 2026 - 2030

Les cinq documents ci-après de stratégie ont été élaborés et validés par le Conseil :

- Le tableau synoptique du plan stratégique 2021-2025,
- La Stratégie Nationale de Normalisation (SNN),
- Le Bilan d'activités 2025,
- Le Plan d'actions issu du plan stratégique,
- Le programme d'activités 2026.

MISSIONS DE CODINORM

CODINORM est chargée des activités techniques suivantes :

- Recenser les besoins en normes nouvelles et programmer les travaux de normalisation ;
- Coordonner l'élaboration des normes nationales ;
- Assurer leur publication et diffusion ;
- Participer aux mécanismes nationaux permettant à la Côte d'Ivoire de se conformer à l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les Obstacles Techniques au Commerce ;
- Participer aux activités des organisations sous régionales, régionales et internationales de normalisation ;
- Gérer la marque nationale de conformité aux normes et en déterminer les modalités d'attribution ;
- Émettre des avis sur la reconnaissance mutuelle des marques étrangères de conformité aux normes.

VISION ET STRATEGIE DE CODINORM

Au regard de ses missions, CODINORM s'est dotée d'une vision et d'un plan stratégique pour la conduite de ses activités.

- **Vision**

CODINORM est déterminée à être un partenaire utile et incontournable des filières et organisations professionnelles nationales pour leur innovation, développement et leur compétitivité par l'approche normative en associant l'ensemble des parties prenantes et intéressées.

- **Plan stratégique**

CODINORM dispose d'un plan stratégique de 2021 à 2025 qui présente les enjeux pour ses missions, les grands travaux rattachés à ces enjeux, les angles d'attaques suivis des cibles et des indicateurs de mesures. Le plan en 2021-2025 s'achève par le présent rapport.

Le nouveau plan stratégique 2026-2030 a été construit sur la base de 3 enjeux, à savoir :

- **ENJEU 1 : Leadership et cohérence des actions pour l'élaboration, l'application des normes et la compétitivité des entreprises**
 - **ENJEU 2 : Performance organisationnelle**
 - **ENJEU 3 : Développement de la culture normative et de l'influence de CODINORM**
- Et 3 orientations stratégiques associées de manière spécifique à chaque enjeu :
- **Orientation Stratégique 1/ ENJEU 1 : Mise en œuvre des mécanismes pour le développement et l'application effective des normes** en intégrant les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes
 - **Orientation Stratégique 2/ ENJEU 2 : Amélioration la performance organisationnelle afin d'accroître l'offre de service et la performance globale du Système de Management**
 - **Orientation Stratégique 3 / ENJEU 3 : Intégration des normes comme outil stratégique de gouvernance des Parties prenantes en charge des politiques publiques**

Le nouveau plan stratégique prend aussi appui sur le bilan de la période 2016-2023 qui a fait l'objet d'un rapport au Conseil d'Administration et aux signataires de la convention que sont les ministères chargés du Commerce, de l'Industrie, du budget et de l'économie.

Ce plan stratégique répond en outre à la façon dont la normalisation contribue au Plan National de Développement élaboré par l'État de Côte d'Ivoire.

K-

Programme d'Activités 2026 – Projets structurants

K. Programme d'Activités 2026 – Projets structurants

Note :

Indicateurs de résultat : Ils renseignent sur l'atteinte des objectifs du processus et sur la conformité du produit ou du service.

Indicateurs d'activité : ils renseignent sur les quantités réalisées, les quantités consommées, l'activité générée

Indicateurs de perception : ils renseignent sur la perception qu'ont les clients et les autres parties prenantes du processus (exemple : enquête de satisfaction).

Tableau 25 : Projets structurants

Activités (voir tableau Plan d'actions)	Projets / activités	Objectifs	Indicateurs : • Résultat • Activité • Perception	Résultats 2025 obtenus	Activités 2026
Cerner et étudier les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes	1. Cacao durable	Mettre en œuvre la norme ARS 1000 pour le cacao durable en traduisant les exigences de la norme en exigences réglementaire	Décret publié au JORCI	- décret signé, - Convention cadre signée - Textes règlementaires et leur rapport de communication en conseil de ministre transmis au Conseil du Café-Cacao (1 DECRET_relations parties intéressées, 3 Arrêté_Conseil Surveillance Indépendant, _V2 2 a Arrêté_relations parties intéressées_V3 3 a Arrêté_Structure dédiée_V1 - Manuel d'opérationnalisation élaboré et validé par le CCC - 2 projets d'arrêtés soumis au CCC (Arrêté interministériel portant attributions, organisation et fonctionnement du conseil de surveillance cacao durable et traçable en abrégé CSI et Arrêté interministériel définissant les relations entre le conseil du Café-Cacao et les autres parties intéressées pour la mise en œuvre de la norme ARS 1000 pour le cacao durable)	- Appuyer 600 coopératives (formation et outils d'application de la norme ARS 1000 - Assister les cabinets de formations - Evaluer des Organismes de Certification - Déployer le système qualité de la Structure Dédiée selon ISO 9001 - Convention cadre à signer avec CODINORM - Mise en place du Conseil de Surveillance Indépendant (faire le lobbying pour compléter les texte règlementaires : 1 DECRET_relations parties intéressées, 3 Arrêté_Conseil Surveillance Indépendant, _V2, 2 a Arrêté_relations parties intéressées_V3, 3 a Arrêté_Structure dédiée_V1) - Assister les organes (formation des membres et fonctionner des membres)
	2. Décret NI service formation	S'assurer que les Prestataires de Service de Formation (PSF) dispensent une formation de qualité.	Décret publié au JORCI	- Comité de certification NI-Service formation créé - Règlement de certification adopté - Projet de décret NI-Service formation proposé et soumis au Ministère de l'Enseignement technique	Faire le lobbying pour le Projet de décret NI-Service formation proposé et soumis au Ministère de l'Enseignement technique soit pris
	3. Stratégie NATIONALE EXPORTATION	Développer des certifications produites permettant l'exportation (Normes, systèmes d'évaluation, accompagnement, formations)	Taux d'application sectorielles développées	Accord de partenariat signé entre le CNE et CODINORM 33 dossiers sont à traiter	Maintenir l'expertise et l'approche méthodologique édictée par l'ISO pour avoir une stratégie pertinente et acceptable par toutes les Parties Intéressées.
	4. Fonds d'Appui à l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle	Soutenir la politique nationale de la qualité	Loi et décret publiés	Projet de loi portant institution du Fonds d'Appui à l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle en abrégé FOCI et le projet de DECRET 2021 portant orientation et désignation de l'administrateur du Fonds d'Appui à	

Activités (voir tableau Plan d'actions)	Projets / activités	Objectifs	Indicateurs : • Résultat • Activité • Perception	Résultats 2025 obtenus	Activités 2026
Cerner et étudier les nouveaux enjeux nationaux auxquels pourraient être appliquées des solutions axées sur les normes				l'Infrastructure Qualité et à la Compétitivité Industrielle en abrégé FOCI sont rédigés	
	5. Accessoires et bouteille de Gaz Butane	Certifier les accessoires et bouteille de Gaz Butane et réglementer leur importation en vue de préserver la sécurité du consommateur	Décrets publiés Taux de conventions signées avec les opérateurs économiques	Le projet décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des accessoires et matériels de raccordement de bouteilles à gaz et le décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des bouteilles de gaz ont été proposés	Faire le lobbying auprès du ministère chargé de l'Energie pour la signature du projet décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des accessoires et matériels de raccordement de bouteilles à gaz et le décret n°2021- du 2021 réglementant l'importation et la fabrication locale des bouteilles de gaz
	6. Programme d'Accréditation et de Certification des Établissements de Santé PACAES	Certifier et accréditer les établissements de santé en vue d'assurer la qualité des soins dans les hôpitaux	Décrets publiés	Projet de décret en application de la loi sur la santé rédigé et transmis au CRESAC	Faire le lobbying auprès du ministère chargé de la Santé pour la publication du Projet de décret en application de la loi sur la santé rédigé et transmis au CRESAC
	7. Projet DGDDL CDN MPL	Introduire la norme ISO 37101 comme outils de gouvernance des communautés territoriales	Projet financé par la BAD.	Une proposition visant l'octroi d'un prêt BAD de 46,403 millions d'euros (34 milliards de F CFA) pour le financement du projet Appui à la Réalisation des Systèmes de Management du Développement Durable des Communautés Territoriales de Côte d'Ivoire a été rédigée	
	8. Responsabilité sociétale	Engager les entreprises face à leur responsabilité sociétale sur le développement local en imposant par ailleurs la certification des communautés territoriales par rapport à ISO 37101	Décret publié au JORCI Norme sur les parcs industriels élaborée	Le projet de décret relatif aux exigences des parcs industriels, à la responsabilité sociétale (RSE/RSO) et au développement durable des communautés territoriales a été rédigé	
	9. Gestion de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires	Assurer la sécurité sanitaire de toutes les denrées alimentaires vendues à tous les espaces	Décret publié au JORCI	Le projet de décret portant modalités de gestion de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires a été rédigé	
	10. Certification dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics	Certifier les activités, les procédés, les personnes et les produits du secteur du bâtiment pour accroître les performances du secteur Les Marques NI-Compétences, NI-services, NI-procédés, NI-Matériaux, NI-Efficacité Énergétique, NI-Bâtiment Durable, NI- HQE (haute qualité environnementale) et NI-énergie carbone	Décret publié au JORCI Taux d'application sectorielles développées	Le projet de décret Instituant les mesures de certification dans les secteurs du Bâtiment et des Travaux Publics rédigé et transmis au ministère de la construction	
	11. Marchés Publics	Prendre en compte les exigences de la certification dans la révision des Dossiers Techniques d'Appels d'Offres révisés (DTAO)	DTAO révisés	Études effectuées par un cabinet français achevées Les exigences de CODINORM pour la certification pris en compte dans le rapport d'études transmis à l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics (ANRMP)	Soutien politique sur le projet
	12. APROMAC	Développement d'un label pour la filière Hévéa durable porté par l'APROMAC (Certification Hévéa durable : plantation et usines de transformation)	Label S.I.R	Elaboration de l'avant-projet de norme APNI 4080 durabilité Hévéa	Etude du projet de norme en comité technique

Activités (voir tableau Plan d'actions)	Projets / activités	Objectifs	Indicateurs : • Résultat • Activité • Perception	Résultats 2025 obtenus	Activités 2026
	13. Académie de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance	- Développement d'un label national anti-corruption selon ISO 37001 porté par la Haute Autorité pour la bonne gouvernance pour le secteur privé et le secteur public - Projet de renforcement du dispositif anti-corruption en Côte d'Ivoire - Concevoir et mettre en place un label Bonne gouvernance selon ISO 37101: 2016 Développement durable au sein des communautés territoriales — Système de management pour le développement durable — Exigences et lignes directrices pour son utilisation - Définir le schéma de structuration et de lien entre les différents acteurs (relation CODINORM et HABG)	Décret publié au JORCI Label bonne gouvernance opérationnel	Prise de contact le 10 novembre 2025	- Mise en place du comité de labellisation - Elaboration d'un règlement de certification - Elaboration des termes de référence de la collaboration avec CODINORM et l'académie
	14. Secteur de l'Industrie Automobile PACI	- Sécurité des véhicules importés et assemblés en Côte d'Ivoire dans le secteur de l'Industrie Automobile	Décret publié au JORCI Certification des prototypes des véhicules routiers délivrés	Adoption de 82 normes de l'UNECE par le comité national Mise en place d'un Comité national de Pilotage du Programme Automobile de Côte d'Ivoire (PACI) pour assurer le suivi du programme comprenant toute les Parties Intéressées pertinentes dont la Primature, Douanes, Ministère de l'Industrie, Impôts, SOGEDI, Ministère de l'Economie, GIPAME, CODINORM	- Signature de Convention entre CODINORM et GSA pour l'accompagnement sur le système de certification des véhicules routiers - Déploiement du dispositif de certification après la signature de la convention - Projet de décret pour la mise en œuvre de la certification des prototypes de véhicules routiers portés par le ministère du transport
	15. Ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH)	- Homologation et normalisation des balances destinées à la vente du détail au poids vif	Règlement de certification de certification Décret ou arrêté sur l'homologation des balances		-